



République du Sénégal

Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de
l'innovation



Agrément n° 01/AG/SAC/ME/DES

MÉMOIRE

Présenté par

Magatte

KANE

Pour l'obtention du diplôme de

MASTER TRADING

ET LOGISTIQUE

PETROLIERE

DOMAINE : SCIENCES DE LA GESTION

MENTION : INGENIERIE DES AFFAIRES

OPTION : TRADING ET LOGISTIQUE PETROLIERE

SUJET :

**Les Challenges et Opportunités des traders dans un
marché sénégalais changeant suite aux découvertes
pétrolières**

ENCADREUR : M. Djiby LY

Année académique : 2018-2019

DÉDICACES :

Je dédie ce travail à :

? A mon père **Ibrahima KANE**, qui représente la sagesse absolue, l'exemple même de la persévérance, mon idole, l'homme aux imperfections parfaites

? A ma très chère mère **Awa BA**, la femme battante, celle qui n'a jamais rien abandonné pour le bien de ses enfants, la Reine mère

? A ma défunte tante **Awa KANE**, celle qui m'a permis d'intégrer le Groupe Sup de CoDakar

A vous, vous représentez pour moi le symbole de la réussite et de la sagesse par excellence, source de bonté et l'exemple de dévouement qui n'a cessé de m'encourager et de me soutenir sans cesse.

JE VOUS AIME

REMERCIEMENTS :

L'écriture d'un mémoire est une phase très compliquée dans la vie d'un étudiant, donc, tout soutien venant de l'extérieur est à saluer.

Ainsi, mes sincères remerciements vont à :

- ❖ Ma Grand-mère Mame Mbengué GAYE, qui m'a toujours soutenu dans mes études
- ❖ M.DJIBY LY, mon encadreur pour le suivi sans relâche

Mes remerciements les plus sincères à l'ensemble du corps professoral de Sup de Co Dakar, qui ont su nous fournir un enseignement de qualité tout au long de notre formation et qui ont, pour contribuer eux aussi à l'aboutissement de ce mémoire.

A tous mes camarades de promotion

Puisse ce mémoire vous apporter joie et fierté.

Résumé

Le port est un abri naturel ou artificiel, une façade maritime servant à organiser l'accueil des navires, mais aussi à charger et décharger les marchandises de ces navires.

Cependant, c'est un lieu qui est confronté à énormément de difficulté, néanmoins, la congestion portuaire qui à son tour cause une lenteur au niveau des formalités administrative au Port Autonome de Dakar.

L'objectif de ce travail d'étude est de faciliter les formalités administratives au niveau du PAD en présentant et en coordonnant la circulation de ces formalités, de façon à ne pas retarder la circulation des marchandises et à ne pas impacter sur l'activité portuaire.

Aussi, de proposer des solutions à l'amélioration de façon efficiente des formalités administratives au PAD.

Pour répondre à la problématique de ce thème, un questionnaire, suivis de recherches documentaires ont été faits. Les résultats obtenus montrent qu'une mise en place d'un guichet unique au sein du PAD, d'une meilleure compréhension des formalités administratives et d'une dématérialisation de ces dernières, améliorés l'activité portuaire au PAD notamment sur le point administratif.

Mots clés :

Port

Congestion portuaire

Formalités administratives

Guichet unique

Liste des Sigles :

AFE	Accord de Facilitation d'Echanges
ANAM	Agence Nationale des Affaires Maritimes
AVARNAV	Avis d'Arrivé du Navire
AROM	Accélération de la Rotation des Marchandises
BAE	Bon a Enlevé
BAL	Bon a Livré
BMOP	Bureau de la Main d'Œuvre Portuaire
CAD	Commissaire Agréer en Douane
CCIAD	Chambre de Commerce de Dakar
COP	Centre Opérationnel Polyvalent
CNUCED	Conférence des Nations Unis sur le Commerce et le Développement
DBM	Dakar Bamako Ferroviaire
DNT	Direction Nationale des Transports
DPW	Dakar Port World
EMASE	Entrepôt Malien au Sénégal
EPIC	Etablissement Public à Caractère Industriel et Commerce
GAINDE	Gestion Automatisée des Informations Douanières et des Echanges
GUCE	Guichet Unique du Commerce Extérieur
GUP	Guichet Unique Portuaire
GUPA	Guichet Unique Portuaire Automatisé
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale de la Douane
OPA	Officier Port Adjoint
PAC	Port Autonome de Cotonou
PAD	Port Autonome de Dakar
PAL	Port Autonome de Lomé
PMA	Pays Moins Avancés
PTAC	Poids Total Autorisé en Charge
PTRA	Poids Total Roulant Autorisé
REP	Responsable en Exploitation Portuaire
SATS	Syndicats des Auxiliaires de transport du Sénégal
SONAPAD	Société Nationale du Port Autonome de Dakar
SEMPOS	Syndicats des Entreprises de Manutention des Ports du Sénégal
TVS	Terminal Vraquier du Sénégal

Liste des figures :

Figure 1 : Position géographique du Port Autonome de Dakar.

Figure 2 : Plan du Port Autonome de Dakar.

Figure 3 : Vue du Port Autonome de Cotonou.

Figure 4 : Image du Port Autonome de Lomé.

Figure 5 : Vue du Port de Durban.

Figure 6 : Les échanges au sein de la communauté portuaire et douanière avant et après le SEGUB.

Figure 7 : Les transactions commerciales obtenues grâce au SEGUB.

Liste des Tableaux :

Tableau 1 : les procédures à l'import au PAD.

Tableau 2 : les procédures à l'export au PAD.

Tableau 3 : Transit vers le Mali par route.

Tableau 4 : le cas du transbordement.

Tableau 5 : Récapitulatif des résultats de l'enquête.

Tableau 6 : Evolution du Trafic portuaire de 2015 à 2019 au PAD.

Tableau 7 : Comparaison du trafic maritime entre le PAD et le PAL.

Tableau 8 : Evolution du trafic global au PAL.

Liste des **Graphiques :**

Graphique 1 : Cause de la lenteur des formalités administrative

Graphique 2 : Le manque de Guichet Unique électronique constitue la cause principale de la lenteur administrative ?

Graphique 3 : la dématérialisation des procédures administratives au PAD entraine une fluidité de ces derniers ?

Graphique 4 : Evolution du trafic global au PAL.

Graphique 5: Evolution du trafic Global entre le PAD et le PAL.

SIGLES ET ABREVIATION:

NYMEX: New York Mercantile Exchange

ICE: Intercontinental Exchange

#OOTT: Organization Oil Trading Tweeters

IPE: International Petroleum Exchange

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

CREPMF : Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers

BRVM : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières **DC/BR :** Dépositaire

Centrale- Banque de Règlement **SFI :** Société Financière Internationale

SARPD Oil : Société Africaine de Recherche Pétrolière et de Distribution

PETROSEN : Société des Pétroles du Sénégal

LPDSE : Lettre de Politique de Développement de l'Énergie

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES:

Graphique 1 : Répartition des actionnaires de la BRVM

Tableau 1 : Répartition des émissions d'obligations par catégorie d'émetteur

Graphique 2 : Carte des Blocs Pétroliers au 31/12/2018

Tableau 2 : Analyse SWOT du Secteur

Tableau 3 : Vérification des Hypothèses

SOMMAIRE

Introduction.....	1
Première partie : Cadre théorique et méthodologique	3
Chapitre 1 : Cadre théorique	4
I. Problématique	4
II. Objectifs de l'étude	5
III. Hypothèses de travail.....	5
IV. Définition des concepts et revue de la littérature	5
Chapitre 2 : Cadre méthodologique.....	32
I. Cadre de l'étude	32
II. Délimitation du champ de l'étude	32
III. Techniques d'investigation	33
IV. Difficultés rencontrées	33
Deuxième partie : Cadre Pratique et Analytique	34
Chapitre 1 : Cadre Pratique	35
I. Etat des lieux du traders du pétrole en Afrique	35
II. Le pétrole au Sénégal.....	42
Chapitre 2 : Cadre Analytique.....	48
I. Les fondamentaux du trading sur le pétrole : les éléments influant sur les cours des barils	48
II. Les meilleures astuces et stratégies du trader du pétrole	49
III. Les principaux rapports que chaque trader sur pétrole devrait consulter	52
IV. Recommandations	52
Conclusion	56
Bibliographie	57
Table des matières.....	59

Introduction

Depuis l'antiquité, le pétrole constitue un produit primaire indispensable au fonctionnement des économies mondiales. Mais à chaque fois, un évènement intervient et nous renseigne sur la particularité et la complexité de cette matière première. Via son importance, le pétrole échange les effets avec plusieurs marchés dont le plus important est le marché financier.

En effet, et comme présenté par Locher (2001), le pétrole est issu de la décomposition de matières organiques végétales et animales. Il peut se présenter sous différents états naturels et sous plusieurs compositions. Son grand pouvoir énergétique fait de lui un agent économique incontestablement stratégique. Le raffinage du pétrole brut permet d'en produire différents combustibles utilisés massivement dans la vie quotidienne.

Comme n'importe quelle matière première, le pétrole est coté sur les marchés financiers. Ce dernier, se décompose en marché primaire qui est le marché de l'émission et en marché secondaire qui correspond au marché de la revente ou de l'occasion (la bourse).

La Bourse est un marché, un lieu de rencontre où les acheteurs côtoient les vendeurs. Ce terme signifie « bourse des valeurs ». Sa fonction est d'organiser la rencontre entre l'offre et la demande de capitaux. Elle se distingue en particulier d'une « bourse de commerce », où sont achetés et vendus, non pas des titres qui représentent des capitaux, mais des denrées alimentaires, des métaux ou de l'énergie.

Cette bourse se restreint aux marchés organisant l'achat et la vente d'actions, qui sont des titres de propriété sur tout ou partie du capital d'entreprises. Ces titres de dette émis par des entreprises, fait aussi partie de la Bourse, mais il est moins animé que celui des actions.

Le prix des actions dépend strictement de l'offre et de la demande : leur valeur (leur côté) augmente quand la demande est supérieure à l'offre ; leur valeur baisse dans le cas inverse.

Afin de donner aux investisseurs un indicateur reflétant la tendance du marché, les bourses ont créé des indices : en France, le plus connu est le CAC40, il rassemble les 40 valeurs les plus représentatives de la bourse de Paris. Quand la majeure partie de ces titres montent, le CAC progresse et inversement. Les autres indices les plus suivis par les boursiers sont le Dow Jones (indice des grandes valeurs US), ainsi que le Nikkei (indice japonais).

En effet, elle accueille aussi depuis longtemps des titres financiers liés aux actions, et même « dérivés » des actions. Tel est le cas des « trackers » indiciels par exemple, ces titres financiers adossés à l'évolution d'indices boursiers comme le CAC 40, le Dow Jones ou Nikkei. Par opposition aux marchés « à terme », le mot « Bourse » est réservé aux marchés financiers « au comptant » : la livraison et le paiement des titres se font immédiatement après leur négociation.

Le Sénégal s'apprête à entrer dans le cercle des pays producteurs d'hydrocarbures. Depuis la première découverte de pétrole offshore, en octobre 2014, le Sénégal attire les grandes compagnies pétrolières. L'exploitation de ces ressources débutera en 2021.

Le pétrole a toujours constitué une matière première indispensable au fonctionnement des économies depuis sa découverte en 1859 par EDWIN Drake et GEORGES Bissel en Pennsylvanie aux Etats-Unis, ainsi l'approche socio-économique du 21ème siècle souligne que l'énergie pétrolière est en quelque sorte une voie respiratoire et une condition sine du développement de la plupart des sociétés modernes et cette période récente est caractérisée par une forte volatilité des prix du pétrole et des marchés financiers.

Les découvertes pétrolières récentes entraineront de nombreuses mutations dans la filière pétrolière avec l'émergence de nouveaux métiers et la transformation d'autres. En qualité d'étudiant attiré par le métier de trader nous sommes intéressés par l'évolution du métier dans le contexte de découverte pétrolière.

Dans ce cadre, nous souhaitons définir les opportunités et challenges qui attendent le trader de demain dans un pays producteur de pétrole et de gaz. Cette étude anticipative nous permettra de prévoir les mutations et d'éclairer sur les compétences et l'organisation pour réussir dans le trading au Sénégal du pétrole.

A ce sujet nous adopterons au cours de ce travail, un plan qui 'établira en deux parties essentielles :

- Une première sera consacrée au cadre théorique et méthodologique ;
- Une seconde partie sera réservée au cadre analytique de l'étude où nous évoquerons les challenges et opportunités des traders suites à la découverte du pétrole au Sénégal.

Première partie : Cadre théorique et méthodologique

Chapitre 1 : Cadre théorique

I. Problématique

Le métier de trader est très rare au Sénégal avec peu d'opportunités de carrière dans l'état actuel du marché. De ce fait il est peu connu alors que c'est une activité clé dans la chaîne de logistique pétrolière. Les découvertes pétrolières ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur ce métier. Nous pensons qu'il est important d'anticiper les évolutions du métier afin d'en déterminer les futures opportunités et challenges du trader dans un pays bientôt pétrolier.

Tout comme pour les actions, sur les places boursières du monde entier, il existe des places pour les transactions du pétrole brut et des produits pétroliers : Singapour, Houston, Côtes Ouest (des USA), Caraïbes, Tokyo, Golfe Persique, Rotterdam. Mais les deux plus grandes places pour ces transactions se trouvent, l'une à New York et l'autre à Londres.

A New York, c'est le NYMEX (New York Mercantile EX change), et à Londres c'est ICE (Intercontinental Exchange). Les transactions se chiffrent par milliards ou par dizaines de milliards de dollars américains par jour.

C'est pour cette raison que, très souvent, les compagnies pétrolières ont un "Service Trading" qui se présente comme une salle de marché pour la bourse. Dans ce service, un certain nombre de "traders" travaillent (si la compagnie est implantée en Europe) tôt le matin avec les marchés asiatiques, dans la journée avec les marchés européens, et tard le soir avec les marchés américains.

Les transactions se font par Internet interposé ou par téléphone et confirmées par courriel ou par fax. Sur ces marchés, on peut acheter et vendre "spot" ou "à terme". Les transactions « à terme » se font par lot sur des périodes d'1, 2, 3, 6... mois.

Tout comme pour les actions, ce métier demande des nerfs d'acier car les enjeux sont énormes. Évidemment les groupes financiers ainsi que des sociétés indépendantes travaillent également dans cette partie.

Dans cette perspective précise, quels sont les challenges des traders face à un marché changeant avec la découverte du pétrole ?

Quelles sont les opportunités offertes aux traders à cet effet ?

Cette étude s'intéressera spécifiquement à la perception des traders sénégalais vis-à-vis des changements à venir. Nous recueillerons leur vision sur les opportunités et les challenges liés à la profession et les stratégies gagnantes à mettre en œuvre.

II. Objectifs de l'étude

1. Objectif général

Ce présent mémoire analyse les opportunités de la découverte du pétrole ainsi que les challenges que les traders doivent relever face à un marché en pleine mutation.

2. Objectifs spécifiques

Au niveau étroit, nous chercherons ainsi à :

- Expliquer les enjeux de la découverte du pétrole sur le marché financier au Sénégal ;
- Identifier l'impact du pétrole sur le marché financier ainsi sa contribution à l'amélioration du métier de trader.

III. Hypothèses de travail

L'étude réalisée nous a permis de constater plusieurs théories qui seront transcrites au tour des hypothèses suivantes :

Hypothèses 1 : Créer une structure pouvant fournir à la clientèle industrielle et internationales des produits (carburants, lubrifiants) de qualité répondant à leurs besoins.

Hypothèses 2 : Le trading de pétrole et de produits pétroliers est essentiellement un travail de logistique notamment de shipping.

Hypothèses 3 : Les traders sur le pétrole utilisent l'hashtag #OOTT pour publier l'actualité et les principaux rapports en lien avec le marché du pétrole.

IV. Définition des concepts et revue de la littérature

Aucun travail de recherche ne peut être conçu sans une base bibliographique et toutes autres ressources pouvant fournir des informations utiles. C'est fort de ce principe que nous avons tenté de faire le tour de quelques ouvrages et documents qui traitent du pétrole, des marchés financiers et du trading.

1. Le pétrole

- a. L'histoire du pétrole

Le pétrole est connu et utilisé depuis la plus haute antiquité. Il forme des affleurements¹ dans les lieux où il est abondant en sous-sol ; ces affleurements ont été utilisés de nombreuses façons : calfatage des bateaux¹, ciment pour le pavage des rues, source de chauffage et d'éclairage, et même produit pharmaceutique. Sa distillation, décrite dès le Moyen Âge, donne un intérêt supplémentaire à ce produit pour les lampes à pétrole.

À partir des années 1850, le pétrole fait l'objet d'une exploitation et d'une utilisation industrielle. Il est exploité en 1857 en Roumanie, et en 1859 aux États-Unis, dans l'État de

Pennsylvanie. À partir de 1910, il est considéré comme une matière première stratégique, à l'origine de la géopolitique du pétrole.

La période 1920-1970 est marquée par une série de grandes découvertes de gisements, particulièrement au Moyen-Orient, qui fait l'objet de toutes les convoitises. Les marchés des produits pétroliers se développent également ; outre les carburants comme l'essence, le gazole et le fioul lourd, qui accompagnent l'essor des transports dans leur ensemble, l'industrie pétrolière génère une myriade de produits dérivés, au nombre desquels les matières plastiques, les textiles et le caoutchouc artificiels, les colorants, les intermédiaires de synthèse pour la chimie et la pharmacie. Ces marchés permettent de valoriser la totalité des composants du pétrole. En 1970, la production de pétrole des États-Unis atteint un maximum, qu'avait prédit le géophysicien Marion King Hubert.

La période 1973-1980 marque l'histoire du monde avec les premiers et deuxième chocs pétroliers. À partir de 1986, le contre-choc pétrolier voit le prix du baril s'effondrer. En 2003, le prix du baril remonte, en dépit d'une production toujours assurée et d'une relative paix mondiale, à cause de la spéculation sur les matières premières en général ; quand cette spéculation s'arrêtera brutalement en 2008, le prix du baril suivra cette évolution spectaculaire².

b. Définition du pétrole

Au sens étymologique, le mot pétrole provient du latin Petra (pierre) et oléum (huile) soit huile de pierre. Le pétrole est une roche liquide carbonée ou huile minérale plus ou moins visqueuse. Énergie non renouvelable, son exploitation est l'un des piliers de l'économie industrielle contemporaine car il représente la principale source énergétique dans le monde.

En outre, pour mettre en évidence sa couleur et sa valeur le pétrole est souvent appelé « or noir »³.

¹ : (en) Bitumen history.

² (en) Bitumen history

³ Page réalisée par des élèves de quatrième du Collège Fernand Léger (Année 2001/2002), Berre l'Étang (13).

Le pétrole est composé essentiellement des hydrocarbures saturés à chaînes linéaires, ramifiées ou cycliques, ainsi que des particules de soufre, d'azote, d'oxygène, d'eau salée et des métaux (fer, nickel).

c. Types et qualité du pétrole

Chaque gisement pétrolier recèle une qualité particulière de pétrole, déterminée par la proportion relative en molécules lourdes et légères, mais aussi par la quantité d'impuretés.

L'industrie pétrolière caractérise la qualité d'un pétrole à l'aide de sa densité API, correspondant à sa « légèreté » : un brut de moins de 10 °API est plus dense que l'eau et correspond à un bitume, tandis qu'une huile de plus de 31,1 °API correspond à un brut léger.

Les pétroles compris entre 10 et 45 °API étaient dits conventionnels, tandis qu'en dehors de cet intervalle les pétroles étaient dits non conventionnels ; cette définition est néanmoins évolutive car les technologies actuelles permettent de traiter par des procédés standards des pétroles jusqu'alors considérés comme exotiques : les condensats, situés au-delà des 45 °API, en sont une bonne illustration.

Le pétrole non conventionnel constitue aujourd'hui un axe majeur du développement de l'industrie pétrolière, en premier lieu à travers le pétrole brut de synthèse issu des schistes bitumineux et des sables bitumineux, dont les plus connus sont les sables bitumineux de l'Athabasca, dans l'Alberta, au Canada : ce pays possède en effet de modestes réserves de brut conventionnel, estimées à un peu moins de 5,4 milliards de barils, mais les plus importantes réserves connues de sable bitumineux, estimées fin 2008 à plus de 172 milliards de barils — l'étendue exacte des réserves prouvées du Venezuela est encore débattue.

Si les quantités sont impressionnantes, la rentabilité économique de l'exploitation de ces gisements est en revanche sensiblement inférieure à celle des gisements de brut conventionnel du Moyen-Orient, avec des coûts d'exploitation de 10 à 14 CAD par baril⁵ contre quelques USD par baril en Arabie saoudite — les chiffres sont assez variables à ce sujet.

En 2011, le cours du baril à proximité de 100 USD rend toutes ces opérations très rentables.

d. Détermination du prix de pétrole

Le prix du pétrole est fixé sur le marché mondial. Le pétrole fait l'objet d'un commerce intense partout dans le monde et il peut être facilement expédié d'un marché à un autre, par navire, pipeline ou barge. Par conséquent, le marché du pétrole s'étend à toute la planète et l'équilibre entre l'offre et la demande détermine le prix du brut partout dans le monde.

Lorsqu'il y a une pénurie de pétrole quelque part dans le monde, les prix augmentent sur ce marché pour attirer les approvisionnements des autres marchés, jusqu'à ce que l'offre et la demande soient en équilibre. Lorsqu'il y a surproduction dans une région et que le prix baisse, les acheteurs se précipitent sur ce marché.

C'est pourquoi les prix du brut sont semblables partout dans le monde. Les prix ne varient qu'en fonction du coût du transport du brut jusqu'au marché et des différences de qualité entre les divers types de pétrole.

Par ailleurs, l'envergure mondiale du marché explique comment il se fait que certains événements, peu importe où ils se produisent dans le monde, ont un effet sur les prix du pétrole dans chacun des marchés.

En plus des barils de pétrole qui changent concrètement de main, il y a les barils de pétrole qui sont l'objet d'un commerce uniquement « sur papier ».

Dans ce dernier marché, le pétrole est acheté et vendu « sur papier » d'après une valeur pécuniaire hypothétique du produit et, en règle générale, il n'y a pas d'échange physique du produit. Les deux principaux marchés où des barils de pétrole sont achetés et vendus sur papier sont le NYMEX (New York Mercantile Exchange), situé à New York, et l'IPE (International Petroleum Exchange), situé à Londres. Dans ces marchés à terme, des contrats papier sont achetés et vendus selon la conjoncture du marché prévue pour les prochains mois ou même pour des années.

Il existe deux sortes de joueurs sur le marché à terme : les producteurs et les utilisateurs de brut ; et les acheteurs de contrats à terme. Ces derniers achètent ces contrats à titre d'investissements et n'ont aucune intention de prendre possession de leur brut. Les membres⁴ du premier groupe utilisent le marché à terme afin de se protéger contre l'instabilité des prix en verrouillant leurs coûts ou leurs revenus. Le second groupe est formé d'investisseurs donc de gens qui essaient de prévoir si les prix augmenteront ou diminueront dans l'avenir afin de réaliser un bénéfice s'ils devinent bien.

Dans le marché au comptant, le pétrole est acheté et vendu moyennant un paiement en espèces et une livraison immédiate. Le prix au comptant du pétrole dépend du prix sur le marché à terme parce que ce dernier représente le prix futur prévu par l'ensemble du marché à un moment donné.

Dans le cas du pétrole, les médias citent le plus souvent le prix sur le marché à terme au cours du mois le plus près comme étant représentatif du prix courant⁵.

e. L'évolution du prix de pétrole

⁴ (en) Petroleum Economist – février 2010 [archive] « *Global oil production continues its steady climb* ».

⁵ Nervosité des marchés financiers et prix du pétrole
par Marwa Fathallah & Bochra Massoud

De 1973 à 2012 il y a eu 4 phases de l'évolution des prix du baril de pétrole.

- **La première phase** c'est-à-dire de l'année 1973 à l'année 1980 correspond au premier choc pétrolier.

L'année 1973 marque le début de la guerre du Kippour entre la Syrie, l'Égypte et Israël ; en conséquence une réduction de la production et donc une augmentation des prix du baril de pétrole (environ 2\$ au début des années 1973 contre 14\$ en 1974 ; soit une augmentation de 12\$). Puis la révolution iranienne ainsi que la guerre entre l'Iran et l'Irak en 1980 ont provoqué une réduction des exportations envers ces pays et donc une augmentation considérable du prix du baril de pétrole (d'environ 14\$ à 39\$ au début de l'année 1980).

- **La seconde phase**, de 1980 à 1986 correspond à une phase de baisse des prix du baril de pétrole ainsi qu'à une stabilisation des prix. Il passe d'environ 39\$ à 13\$. L'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) est à l'origine de cette baisse des prix.
- **La troisième phase** correspond à la période entre 1990 et 1991 où l'on remarque une hausse des prix du baril de pétrole. Cette hausse s'explique par le boom économique aux États-Unis et en Asie.
- **La quatrième phase** se situe de l'année 2003 à nos jours, où l'on remarque une hausse considérable des prix du baril de pétrole. Cette hausse s'explique par les spéculateurs qui par leurs actions renforcent la flambée des prix du baril, c'est ce que l'on a appelé la crise des subprimes. (De 22\$ à environ 130\$ en 2003)⁶.

f. Les facteurs qui influencent les prix

Le prix du pétrole est déterminé par l'équilibre entre l'offre et la demande. Il convient donc d'analyser les déterminants de l'offre et de la demande tout en étant conscient que plus l'horizon de temps est éloigné, plus les pronostics sont difficiles à établir⁷.

i. Du côté de la demande

Si les prévisions concernant la croissance économique mondiale et l'augmentation du niveau de vie dans les pays en voie de développement se confirment, la demande de pétrole devrait croître fortement. Toutefois, des décisions politiques décisives afin de lutter contre l'effet de serre et une accélération de la diminution de l'intensité en pétrole de la croissance pourraient ralentir la hausse de la demande.

ii. Du côté de l'offre

Les facteurs qui influencent l'offre sont beaucoup plus opaques. Sont évoqués pêle-mêle le niveau des réserves, le « pic de production », les progrès techniques, le prix du pétrole etc.

⁶ www.dissertationsgratuites.com

⁷ www.senat.fr

Au cours de leurs auditions, vos rapporteurs ont pu constater l'absence de statistiques fiables sur l'état des réserves et la réalité du pic de production ainsi que les interrogations qui pèsent sur la capacité des pays producteurs à augmenter suffisamment leur production pour satisfaire la demande mondiale.

g. L'impact de la hausse des prix du pétrole sur l'économie mondiale

Entre décembre 2003 et septembre 2005, les prix du pétrole ont été multipliés par 2,2.

Pourtant, contrairement aux deux premiers chocs pétroliers, la croissance économique mondiale reste vigoureuse : selon le ministère français de l'économie et des finances (MINEFI), la croissance mondiale s'est établie à 4% en 2005, après un taux de 4,8% en 2004 et de 3,9% en 2003¹⁰.

h. Les raisons qui expliquent cet impact limité

En réalité, ces modèles surestiment l'incidence des chocs pétroliers parce qu'ils sont construits sur la base de comportements moyens observés il y a deux ou trois décennies. Or, ces comportements ont évolué dans le sens d'une moins grande réactivité aux variations de prix du pétrole. Et tout s'est expliqué par⁸ :

- La faiblesse des anticipations inflationnistes ;
- La diminution de la densité de la croissance en pétrole ;
- Une économie mondiale globalement « financiarisée » ;
- La faiblesse des taux d'intérêt ;
- La forte participation des pays émergents à l'activité mondiale.

Au terme de cette étude, il apparaît que la croissance de la demande de pétrole telle qu'elle est prévue dans le scénario de référence de l'AIE ou dans celui du FMI n'est pas soutenable à la fois au niveau économique, écologique et géopolitique.

Vos rapporteurs ne pensent pas, en l'état, que l'offre de pétrole puisse satisfaire une demande qui atteindrait entre 115 et 138 millions de barils/jour en 2030. Ils estiment que les pays non OPEP ne seront pas capables d'augmenter leurs capacités de production dans les proportions que ces scénarii imposent. Quant aux pays de l'OPEP, même s'ils pouvaient théoriquement jouer le rôle de producteur d'appoint, ils n'ont pas intérêt à « forcer » leurs réserves et leur rythme de production pour satisfaire la demande mondiale.

8

En conséquence, la croissance à long terme de la demande de pétrole à un rythme de 1,4 % par an risque d'entraîner des pressions sur le prix du pétrole telles que la croissance économique mondiale pourrait être remise en cause.

Par ailleurs, la poursuite de l'augmentation rapide de la demande mondiale de pétrole aurait des répercussions écologiques non négligeables. Selon l'AIE, la croissance actuelle de la demande énergétique conduirait à une augmentation des émissions de CO₂ de 1,7% par an.

Le poids de ces dernières atteindrait ainsi 38.000 milliards de tonnes en 2030, soit une augmentation de 62% par rapport au montant des émissions en 2002. Le pétrole serait responsable de 37% de la croissance de ces émissions.

Enfin, la croissance durable de la demande de pétrole peut aviver les tensions géopolitiques. Les pays du Moyen-Orient sont conduits à exercer à moyen terme une influence majeure sur la production de pétrole. Or, c'est, à l'évidence, une région très instable.

L'accroissement de la dépendance des pays consommateurs vis-à-vis de cette zone géographique entraînera donc un regain des préoccupations de sécurité d'approvisionnement.

En outre, la montée en puissance de nouveaux pays consommateurs comme la Chine et l'Inde, conjuguée à une relative pénurie de pétrole peut provoquer des tensions entre les pays importateurs de pétrole. Lors de leurs auditions, nombre des interlocuteurs de vos rapporteurs ont souligné les importants efforts déployés par l'Inde et la Chine pour assurer leurs approvisionnements. Ils ont fait remarquer que les compagnies internationales rencontraient beaucoup de difficultés dans leur concurrence avec les sociétés étatiques chinoises dans la mesure où la rentabilité financière n'est pas la première préoccupation de ces dernières. De même, on peut s'interroger sur le contenu des accords de coopération signés par la Chine avec des pays comme le Soudan ou l'Iran.

Face à ces défis, on peut décider de laisser fonctionner les marchés puisque in fine, le prix jouera son rôle de régulateur de la demande. Toutefois, compte tenu des imperfections du marché, on court alors le risque de voir la situation économique, écologique ou géopolitique fortement se dégrader avant que ne jouent pleinement les mécanismes de régulation.

L'actuelle hausse des prix du pétrole, contrairement aux deux chocs pétroliers précédents, a un impact somme tout relativement limité sur la croissance économique. Pour autant, le risque de récession existe mais personne ne sait déterminer quel niveau de prix pourrait déclencher un fort ralentissement de la croissance.

i. Les Chocs pétroliers

Un choc pétrolier est un choc économique provoqué par une modification brutale de l'offre de pétrole, combinant hausse du prix et baisse de la production.

Ces dernières années nous avons connu 3 chocs en 12 :

- 1973 due à la guerre du Kippour
- 1979 due à la révolution iranienne
- 2008 due à une demande supérieure à l'offre et à la spéculation.

Quelques pays producteurs de pétrole rendent le reste du monde dépendant.

Le pétrole est bien entendu utilisé auprès d'un large spectre d'entreprise pour qu'il soit une matière première. La moindre variation de ce dernier entraîne une réaction en chaîne : hausse du coût de production puis du prix de vente, baisse de la consommation, baisse de la productivité, perte d'emploi...

A l'inverse un prix trop bas du pétrole provoque un contre choc pétrolier car les pays exportateurs de la denrée produisent à perte c'est-à-dire que leurs coûts de fabrication du pétrole est inférieur au coût de revient.

Pour les pays importateurs cela se traduit par une hausse du coût de revient des produits, une diminution du prix de vente, une augmentation de la consommation, une augmentation de la productivité, la création d'emploi... Ce cas a de moindres répercussions que le choc.

Toute variation n'entraîne pas un de ces 2 phénomènes.

Les états importateurs peuvent jouer sur leur fiscalité (en France les taxes représentent 74% du prix de l'essence sans plomb 95 et 62% du prix du gazole).

Le cours du pétrole est rendu volatile en partie par son contexte politique qui fait varier l'offre et la demande.

Théoriquement, ce qui peut bloquer le prix du pétrole c'est le moment où son volume pour le produire sera supérieur au volume produit car nous sommes encore dépendants.

Les 2 premiers chocs sont causés par une offre de production réduite à cause de conflit au moyen orient alors que le troisième est un choc dû à l'augmentation de la demande.

Pour info le baril est une unité de mesure pour le pétrole brut et ses dérivés qui équivaux à 159 litres (158,9873 litres plus précisément).

Avant le 1er choc pétrolier de 1973, les compagnies pétrolières fixaient les règles du jeu auprès des producteurs. Elles assuraient le lien entre consommateur et producteur en exploitant des concessions d'héritage impérialiste. Elles maîtrisent alors 80% des exportations et 90% de la production du moyen orient.

Dans le but de reprendre en main leur production c'est-à-dire fixer les prix et mettre fin au pillage de leur ressource les pays du Moyen Orient vont créer L'OPEP en septembre 1960.

Elle compte alors 5 membres (Arabie saoudite, Irak, Iran, Koweït, Venezuela). A ce jour l'OPEP compte 14 membres : 9 membres sont venus s'y greffer (Qatar, Indonésie, Libye, Emirats Arabes Unis, Algérie, Nigeria, Equateur, Gabon et Angola).

Pour arriver à ses fins l'OPEP a nationalisé les compagnies sur ses terres et a pris des participations.

Vers 1970, les USA produisent 80% de leur besoin en pétrole mais avec un coût de revient du baril supérieur à celui extrait au Moyen Orient. Le problème : la concurrence (Europe et Japon) se sert au MO ce qui défavorise les exportations US.

Les pays du MO eux jouent la carte de l'épuisement proche de leur principale ressource et sur l'augmentation de la demande mondiale.

Les Américains font donc pression auprès de l'OPEP pour que les prix soient augmentés à leur coût de revient.

Nous observons une baisse de la compétitivité des entreprises des pays importateurs et une augmentation du taux de chômage avec des coûts de production toujours plus important.

En parallèle, l'inflation augmente (13.7% en 1974).

Nous entrons dans une période de stagflation.

La France essaie alors de réduire sa dépendance en pétrole en lançant un programme de construction de centrales nucléaires.

□ **Le 1er choc pétrolier**

S'étale de 1973-1978 est provoqué par la guerre du kippour (octobre 73) où les troupes égyptiennes et syriennes lancent une offensive pour reconquérir les territoires occupés par Israël depuis la guerre des 6 jours en 1967. Les Etats-Unis aident militairement Israël, l'URSS les pays arabes.

L'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) décida d'augmenter le prix du pétrole de 70% en diminuant sa production dans le but de punir les pays occidentaux d'avoir soutenu les Israéliens. Ils imposeront quelques jours plus tard une réduction mensuelle de 5% de la production pétrolière jusqu'à évacuation des territoires et un embargo sur les livraisons de pétrole à destination des Etats-Unis et de l'Europe occidentale. Les pays arabes démontrent leur poids dans le monde. C'est à partir de ce moment que l'on commence à assister à l'afflux de liquidité chez les pays producteurs de pétrole (les petro dollars).

Au plus haut le baril de brut sera passé de 3 à 12 dollars en 1 an soit 50 dollars de 2008 en considérant l'inflation. En 1970, le baril ne s'échangeait qu'à 1,8 dollars.

□ **Le 2ème choc pétrolier**

A lieu de 1979 à 1980. Il est déclenché par le renversement du Shah d'Iran Reza Pahlavi en janvier 1979 (« vendredi noire ») et par la guerre opposant l'Iran à l'Irak en septembre 1980.

Au plus haut le baril de brut atteint 39 dollars soit, en tenant compte de l'inflation, l'équivalent de 100 dollars de 2008.

L'OPEP compense la baisse de la production de l'Iran mais le contexte reste fragile. Le 27 mars 1979 après la signature d'un traité de paix entre Israël et l'Égypte les pays de l'OPEP décident d'augmenter le prix du pétrole et d'y intégrer des taxes suivant la conjoncture estimant que les compagnies pétrolières ont trop de stock.

L'Algérie, la Libye et le Nigeria décident eux aussi d'augmenter leur prix. Ce choc, de plus grande ampleur que le précédent, entraînera une vague inflationniste.

□ **La 3ème crise pétrolière 2008**

A débute en 2008. En juillet 2008 le baril atteint un plus haut de 144.27 dollars. Il a été causé par une hausse de la demande alors que l'offre a stagné au niveau de l'OPEP et à la spéculation.

Les éléments qui peuvent expliquer cette augmentation de la demande :

- Les USA ont vu en 2005 leurs capacités de production fortement réduites par des phénomènes climatiques (ouragans Katrina et Rita) qui ont causés la baisse de leur production d'1/4 ;
- La spéculation des hedges fund a également joué un rôle dans l'augmentation des cours ;
- La demande croissante et notamment des pays émergents, Chine et Inde en particulier ;
- L'inflation mondiale a aussi contribué à alimenter la hausse du pétrole qui est devenu une valeur refuge.

Cette crise a entraîné un phénomène d'inflation.

Il est à noter qu'un prix faible du pétrole n'encourage pas les pays producteurs à produire. Ils ont eu intérêt à limiter leur production afin que les prix augmentent.

A contrario des prix trop élevés entraînent une baisse de la consommation donc la baisse des cours.

2. Le marché financier

a. Définition du marché financier

Le marché financier est une composante du marché des capitaux dont la durée dépasse sept ans, il est le lieu permettant la confrontation des demandeurs et d'offreurs de capitaux.

C'est donc un espace géographique particulier où se déterminent les cours des changes des produits financiers (actions, obligations) en particulier.

Le plus fréquent c'est que le marché financier est composé généralement de deux compartiments, dont le premier celui d'émission des titres neufs, qui assure la transformation vers d'autres en déficit, ce marché dit « marché primaire ». Et un marché secondaire ou d'occasion, qui assure le fonctionnement régulier du marché du neuf, et permet l'évolution et la mobilisation de l'épargne⁹.

Le Marché Financier Régional se veut une solution d'adéquation au financement des entreprises de l'UEMOA. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous nous attellerons dans cette partie à faire ressortir les grands traits du Marché Financier de l'Union, à travers son organisation, ses produits financiers ou titres négociés, sa structuration et ses principes.

b. Organisation du Marché Financier Régional

Les choix d'organisation du Marché ont privilégié d'une part la simplicité de l'organisation, notamment par la limitation du nombre d'opérateurs, la sécurité du fonctionnement par la conformité aux standards internationaux, et l'évolutivité du système mis en place. D'autre part, l'organisation repose sur le souci des Etats de l'UEMOA de garder un droit de contrôle sur les acteurs et les opérations, afin de protéger

⁹ Pérignon C « Marchés Financiers », Edition DUNOD, N°5, Paris 2009.P 7.

les épargnants, d'orienter les flux de capitaux et de protéger le Marché naissant dans le respect de l'économie libérale.

Les options organisationnelles se retrouvent dans la définition de deux (2) catégories d'intervenants : les institutionnels et les commerciaux. Ils sont présentés dans la chronologie de leur apparition.

i. Les intervenants institutionnels

Les intervenants institutionnels regroupent le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), la BRVM et le Dépositaire Central - Banque de Règlement (DC/BR).

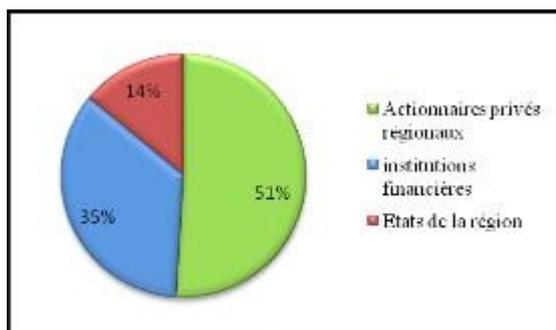
□ *Le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF)*

Le CREPMF est un organe de l'Union (UMOA) doté de la personnalité morale, et constitué par une convention entre les Etats membres. C'est l'autorité supérieure du Marché Financier Régional (MFR) dont les missions sont: l'organisation et la protection de l'appel public à l'épargne, l'habilitation, le contrôle des structures de gestion du Marché ainsi que des intervenants commerciaux, la surveillance de la régulation des opérations de bourse, la définition et la proposition d'orientation pour améliorer le fonctionnement du Marché, et la prise de sanctions administratives, pécuniaires, disciplinaires ou pénales à l'encontre des contrevenants aux dispositions réglementaires du MFR. Le financement du CREPMF est assuré par les Etats en sa qualité d'organe de l'Union et par les facturations des habilitations, visas, agréments, etc.

□ *La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)*

La BRVM est une institution financière constituée sous la forme d'une Société Anonyme (SA) au capital de 604.080.000 francs CFA réparti entre des actionnaires privés régionaux, des institutions financières et les Etats de la région comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique 1 : Répartition des actionnaires de la BRVM.



Sources: BRVM

Les sociétés d'intermédiation ont pour obligation de souscrire et détenir au minimum 4% du capital de la Bourse et du Dépositaire Central. Aucun actionnaire ne peut détenir plus de 10% du capital de la Bourse Régionale.

Le siège de la BRVM qui se trouve à Abidjan en Côte d'Ivoire est l'unique place de cotation pour les valeurs de la zone UEMOA. La BRVM a trois (03) fonctions principales. Premièrement, elle habilite les intermédiaires de bourse dans l'exercice des activités de négociateurs-compensateurs. Deuxièmement, elle gère le Marché en assurant la centralisation des ordres, la cotation des valeurs, la diffusion des informations de Marché, la promotion du Marché et la mise en action du fonds de garantie. Troisièmement, elle assure la gestion des transactions en cours.

Une Antenne Nationale de la Bourse est installée dans chacun des pays de l'Union et a pour fonctions principales : représenter les structures centrales, promouvoir le Marché, prospecter de nouveaux émetteurs, raccorder à moindre coût les opérateurs au système central, assurer l'égalité économique et fonctionnelle des intervenants, faire remonter l'information vers le site central.

La BRVM et ses antennes réalisent pour le compte des sociétés de bourse et des émetteurs, des services. Ces services sont facturés et les commissions prélevées assurent le financement de la Bourse.

□ *Le Dépositaire Central / Banque de Règlement (DC/BR)*

Le Dépositaire Central / Banque de Règlement est également une institution financière spécialisée, constituée sous la forme de Société Anonyme au capital de 1.481.552.500 de FCFA. Son capital se répartit à l'identique de celui de la BRVM.

Son siège est à Abidjan et est représenté dans les différents Etats par les Antennes de la Bourse. Il a pour missions : la conservation dématérialisée et la circulation scripturale des titres, la fonction de banque de règlement des transactions boursières, la tenue et la gestion des comptes titres des sociétés de bourse et, le règlement et la livraison des titres.

Le financement du DC/BR est assuré par les commissions sur les prestations de services rendus aux sociétés de gestion et d'intermédiation, aux émetteurs et autres investisseurs. Ses honoraires sont préalablement homologués par le CREPMF.

ii. Les intervenants commerciaux

Les intervenants commerciaux sont les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI), les Sociétés de Patrimoine (SP), les Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières (OPCVM), les Conseillers en Investissements (CI) et les Apporteurs d'Affaires (AA).

□ *Les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)*

Les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation, constituées en Sociétés Anonymes, exercent à titre principal les activités de négociation de valeurs mobilières en bourse et de conservation de titres pour le compte de la clientèle. A titre accessoire, elles font de la gestion sous mandat ainsi que du Conseil Financier.

□ *Les Sociétés de Gestion de Patrimoine (SGP)*

Sont considérées comme Sociétés de Gestion de Patrimoine, les personnes morales qui, par le biais de placements et négociations en bourse effectués par les SGI, interviennent discrétionnairement dans la gestion des titres qui leurs sont confiés sur la base d'un mandat de gestion établi avec leurs clients. Ces sociétés ne doivent pas détenir les titres et/ou les fonds de leurs clients.

□ *Les Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières (OPCVM)*

Un OPCVM est un organisme financier qui collecte l'épargne des agents économiques en émettant des actions ou des parts. L'épargne ainsi collectée est utilisée pour constituer un portefeuille de valeurs mobilières. L'OPCVM canalise ainsi cette épargne vers le financement des entreprises, participant par ce biais au développement des économies nationales. Deux catégories d'OPCVM ont été agréées sur le Marché Financier Régional : les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV) et les Fonds Communs de Placement (FCP).

□ *Les Apporteurs d'Affaires (AA)*

Les Apporteurs d'Affaires sont des personnes physiques ou morales qui transmettent les ordres de leurs clients aux SGI et (ou) qui mettent en relation un client avec une SGI ou une Société de Gestion de Patrimoine pour l'ouverture d'un compte de titres et pour les conseils en placement ou la gestion sous mandat.

Il ressort de l'organisation du Marché Financier Régional qu'en dehors du CREPMF, seul organe de l'Union, les autres intervenants sont dominés par les privés. On en déduit que l'une des options fondamentales qui régit le schéma organisationnel du MFR en faisant participer le secteur privé, est d'assurer son succès et garantir son avenir.

a. Les produits ou titres négociés sur la BRVM

Les titres ou produits négociés sur la BRVM sont préalablement soumis à l'approbation du CREPMF, autorité du Marché. On en distingue trois (3) types de produits : les actions, les obligations et les droits.

i. Les actions

Deux (2) catégories d'actions sont admises sur la BRVM : les actions ordinaires et les actions privilégiées. Aux premières sont attachées un droit de vote, un droit aux dividendes et un droit à l'information. En revanche, les secondes actions présentent des avantages de vote (droit de vote double) ou des avantages dans la répartition du bénéfice (action à dividende prioritaire sans droit de vote). Ces titres ont une valeur inférieure à celle des actions ordinaires et sont cotés sur une ligne séparée. Au démarrage des activités de la BRVM, trente quatre (34) entreprises, toutes ivoiriennes et transférées de la BVA, avaient inscrit leurs actions sur la BRVM. Au 31 décembre 2006 on notait que le nombre d'entreprises inscrites sur la cote des actions était passé à quarante (40), soit une hausse de 17,65% par rapport à l'année de départ. Sur les 40 sociétés cotées sur le marché des actions, seules quatre (04) ne sont pas ivoiriennes. Ce sont la SONATEL (Sénégal), la BOA (Bank of Africa) Bénin, la BOA Niger et depuis le 11 septembre 2006, ETI (Ecobank Transnational Incorporated), maison mère du groupe Ecobank basée au Togo.

ii. Les obligations

Les obligations sont des titres de créances émises par des collectivités du secteur privé ou public. Elles peuvent être des obligations classiques à taux fixes ou variables ou des obligations à taux révisibles.

Le tableau 2 montre une répartition des obligations par catégorie d'émetteur au mois de décembre 2016.

Tableau 1 : Répartition des émissions d'obligations par catégorie d'émetteur.

Emetteur	Montant (millions de FCFA)	Durée	Taux d'intérêt
BOAD	20 120	10 ans	6,25%
BOAD	17 051	8 ans	6,30%
BOAD	11 948	5 ans	5,85%
BOA-Bénin	5 004	7 ans	6,60%
SAGA Côte d'ivoire	3 000	4 ans	7%
BHM-Mali	9 400	5 ans	7,50%

SHELTER Sénégal	Afrique 3 500	8 ans	6,25%
Trésor du Burkina	25 000	5 ans	7,50%
SENELEC Sénégal	15 000	5 ans	7,50%
Communauté Electrique du Bénin (CEB)	16 000	4 ans	7%
CELTEL Burkina	3 000	6 ans	7,50%
BNDA Mali	3 500	5 ans	6,50%
Port Autonome de Dakar Sénégal	30 000	7 ans	6,50%
Communauté Electrique du Bénin (CEB)	9 000	7 ans	6,50%
BOAD	22 700	7 ans	5,35%
Société Béninoise d'Energie Electrique	22 765	7 ans	6,85%
ONATEL Burkina	16 000	6 ans	6,65%
Trésor du Sénégal	45 000	5 ans	5,50%
Trésor de Côte d'ivoire	86 134	3 ans	6,50%
BOAD	18 595	8 ans	5%
BOAD	6 405	8 ans	4,50%
Trésor du Togo	36 300	5 ans	6,50%
Trésor de Côte d'ivoire	84 200	3 ans	6,50%
BIDC	24 144	7 ans	5,60%
SFI	22 000	5 ans	4,75%
TOTAL	555 766		

--	--	--	--

Sources : A partir du tableau de bord des capitaux de l'UMOA, décembre 2006

Le tableau 1 montre l'importance des émissions des Etats dans le montant global des emprunts obligataires, soit 49,77%. Près de la moitié des émissions d'obligations sur le MFR est l'apanage des Trésors Publics. Les émissions des entreprises du secteur industriel et commercial ne représentent que 21,28%, soit la seconde position par le volume des émissions d'emprunts obligataires. La BOAD et les banques de la sous-région qui sont essentiellement constituées de banques commerciales viennent respectivement en troisième et quatrième position par le volume de leurs émissions d'obligations avec 17,78% et 15,14% des obligations du marché. Enfin en dernière position se classe la Société Financière Internationale (SFI), avec 3,96% du montant global des obligations.

L'apport du marché obligataire est loin d'être négligeable pour l'économie en général et particulièrement pour les entreprises. Néanmoins il faut noter la faiblesse du nombre d'émetteurs, toute chose qui permet de dire que le recours aux obligations ne touche qu'une infime minorité d'entreprises.

iii. Les droits

Les droits de souscriptions confèrent à un actionnaire ordinaire, le droit d'acheter de nouvelles actions à un prix fixé à l'avance.

b. Structure de la BRVM

La BRVM est constituée de deux (02) compartiments de titres de capital (actions) et d'un compartiment de titres de créances (obligations). Les modalités d'admission des titres de capital et de créances pour les entreprises privées sont régies par des conditions spécifiques. Toutefois on observe pour le cas particulier des titres de capital, l'existence de conditions générales imposables aux entreprises quelle que soit la cote de demande d'admission. Nous présenterons successivement les conditions générales pour les titres de capital et les conditions spécifiques pour les compartiments actions et obligations.

i. Les conditions générales pour les titres de capital

L'admission à l'un des compartiments actions de la BRVM implique la satisfaction par l'entreprise candidate des conditions suivantes: être constituée sous la forme de Société Anonyme, l'engagement écrit de l'émetteur de diffuser les informations requises par la BRVM, notamment la publication des comptes annuels au Bulletin Officiel de la Cote (BOC), l'engagement écrit de l'émetteur de participer à l'organisation du Marché (financièrement), l'engagement écrit de l'émetteur de se soumettre à la réglementation de la Bourse Régionale.

□ *Les conditions spécifiques d'admission au premier compartiment*

Le premier compartiment accueille les sociétés répondant aux critères généraux de la cote et spécifiquement à ceux du compartiment qui sont :

- Présenter une capitalisation boursière de plus de 500 millions de FCFA ;
- Avoir une marge sur chiffre d'affaires sur chacun des 3 derniers exercices de 3% ;
- Présenter 5 années de comptes certifiés ;
- S'engager à signer un contrat d'animation de marché ;
- Diffuser dans le public au moins 20% de son capital, dès l'introduction en bourse ;
- S'engager à publier au BOC des estimations semestrielles de chiffres d'affaires et de tendance de résultats.

Les valeurs rattachées à ces titres de capital sont également éligibles au premier compartiment.

□ *Les conditions spécifiques d'admission au second compartiment actions*

Il est destiné à accueillir des sociétés moyennes ayant des besoins de financement qui peuvent être satisfaits par appel public à l'épargne. Les critères spécifiques au compartiment sont :

- Présenter une capitalisation boursière de plus de 200 millions de FCFA ;
- Présenter deux années de comptes certifiés ;
- S'engager à signer un contrat d'animation de marché ;
- S'engager à diffuser dans le public au moins 20% de son capital dans un délai de deux ans ou de 15% en cas d'introduction par augmentation de capital.

Les valeurs rattachées à ces titres de capital sont également éligibles au second Compartiment.

ii. Les conditions générales pour les titres de créances

Les conditions d'admission des titres de créances sont fixées par la Bourse Régionale. Elles impliquent la satisfaction des éléments suivants :

- L'engagement écrit de l'émetteur de diffuser les informations requises par la Bourse Régionale, notamment la publication des comptes annuels au BOC ;
- L'engagement écrit de l'émetteur de participer à l'organisation du marché ;
- L'engagement écrit de l'émetteur de se soumettre à la réglementation de la Bourse Régionale ;
- Le nombre minimal de titres à l'émission est de 25000 ;
- La valeur nominale minimale de l'émission est de 500 millions de FCFA.

c. Les principes généraux de fonctionnement de la BRVM

Les initiateurs de la BRVM ont fait l'option d'un marché boursier dirigé par les ordres, un marché de fixing unique et au comptant. Nous présentons succinctement les ordres admis sur la BRVM, les particularités de la cotation et négociation du marché, l'organisation du post marché et le règlement/livraison, les indices du Marché et la capitalisation boursière.

i. Les ordres admis sur la BRVM

La BRVM autorise deux (02) catégories d'ordres : l'ordre au mieux et l'ordre à cours limité. L'ordre au mieux est aussi appelé ordre au prix du marché, il est libellé sans aucune indication de prix. L'acheteur ne fixe aucun prix maximal et le vendeur aucun prix minimal à sa transaction. A contrario l'ordre à cours limité fixe un prix maximal pour l'achat et un prix minimal pour la vente. La durée de validité des ordres sur la BRVM peut être : journalière (valable lors de la séance de bourse), mensuelle (dernière séance de cotation, mois civil) ou à exécution c'est-à-dire sans aucune limite de validité, mais la durée de présentation au marché est limitée à trois (03) mois calendaires. A défaut de renseignement concernant la validité l'ordre est réputé mensuel.

ii. La cotation et la négociation sur la BRVM

Les cours cotés résultent de la confrontation de l'offre et de la demande sur chaque valeur. En effet tous les ordres émis par les investisseurs sont transmis au système central de cotation (au siège de la BRVM) par les SGI responsables de la négociation. La transmission des ordres est faite par la connexion via une liaison satellite entre les antennes nationales de bourse et le système central de cotation. La transmission des ordres est horodatée assurant donc une impartialité du traitement des ordres. De plus l'égalité entre les SGI du lieu du siège et les autres SGI est possible du fait de l'absence d'accès direct des SGI du lieu du siège au système central de cotation. En effet celles-ci opèrent comme les autres SGI, c'est-à-dire par satellite, pour la transmission des ordres de leurs clients. Une fois par jour à l'ouverture du Marché, la BRVM réalise une confrontation des ordres d'achats et de ventes. Le cours qui en résulte est un cours d'équilibre permettant de maximiser les transactions. Il faut souligner que la cotation journalière est entrée en vigueur le 12 novembre 2001. Auparavant la cotation avait lieu le lundi, mercredi et vendredi.

iii. L'organisation du post marché et le règlement / livraison

Le principe de l'organisation retenue est conforme aux standards internationaux actuels : dématérialisation des titres, irrévocabilité et concomitance des mouvements espèces et titres, dénouement glissant des opérations et garantie de bonne fin. Le règlement livraison a lieu en j+3 depuis le 02 juillet 2007.

iv. Les indices et l'activité de la BRVM

Les indices boursiers d'une manière générale traduisent l'évolution de l'activité du Marché. Il s'agit donc d'indicateurs de performances du Marché. L'activité de la BRVM est cernée par deux (2) indices synthétiques de base 100 : le BRVM10 et le BRVM Composite. La capitalisation boursière et les transactions du Marché sont aussi des indicateurs de l'activité qu'il convient de présenter.

□ *Le BRVM 10*

Il exprime la performance des dix (10) titres les plus actifs du Marché Boursier Régional. Les titres de l'indice sont désignés chaque trimestre sur la base de deux (2) critères : le montant quotidien moyen des transactions sur la valeur au cours du trimestre et la fréquence des transactions. Le montant quotidien moyen des transactions sur la valeur au cours du trimestre ne doit pas être inférieur à la médiane des montants quotidiens moyens des transactions de l'ensemble des titres. En outre la fréquence des transactions devrait être toujours supérieure à 50%, c'est-à-dire que le titre devrait être transigé au moins une fois sur deux durant le trimestre.

□ *Le BRVM Composite*

Il représente la performance de toutes les valeurs admises à la cote de la BRVM. Par conséquent c'est un bon indicateur de l'évolution réelle du marché boursier régional.

d. La capitalisation boursière du Marché

La capitalisation boursière d'une société est égale au produit du cours d'une action par le nombre de titres émis. On obtient la capitalisation boursière obligataire par le produit du cours d'une obligation par le nombre de titres émis. En agrégeant toutes les capitalisations boursières des valeurs présentes à la cote, actions et obligations, on obtient la capitalisation boursière d'un marché boursier.

Ce chapitre a fait une approche non exhaustive, sur l'entreprise et le marché financier, en se focalisant sur les avantages et les contraintes d'un tel recours. Cela revient à reconnaître aux marchés financiers un rôle dans le financement de l'économie en général et des entreprises en particulier. Aussi note-t-on dans ce chapitre la prise de contact avec le Marché Financier de l'UEMOA à travers son organisation et ses produits.

Il nous semble à présent opportun de nous intéresser à la perception qu'ont les acteurs économiques burkinabé de ce Marché Financier Régional.

L'entreprise en zone UEMOA dispose d'un large éventail de possibilités de financement : autofinancement, actionnaires d'origine, banque, crédit-bail, marché monétaire et marché financier. Le Marché Financier Régional (MFR) est la dernière-née des possibilités de financement, d'où la

distinction faite avec les autres modes de financement dits traditionnels. En ce qui concerne les modes de financement dits traditionnels, leurs limites et insuffisances dans la couverture des besoins de financement légitiment la création du MFR.

Le MFR apparaît comme une alternative majeure pour suppléer aux limites des modes traditionnels de financement. Cependant.

3. Approche conceptuelle sur le trading

L'introduction en bourse qui a commencé vers la fin des années 80 a longtemps été considérée comme une simple étape de la vie de l'entreprise, du fait de la non formalisation d'une théorie explicative à une telle décision. **Ritter** (1987), **Pagano** et **Roel** (1998) se sont penchés comme la plupart d'autres chercheurs sur les avantages et les contraintes d'une telle opération. Ils concluent que l'introduction en Bourse offre de nombreuses perspectives aussi bien aux entreprises qu'à leurs dirigeants et investisseurs. Elle permet d'une part d'améliorer la crédibilité de l'entreprise tout en lui facilitant un accès au marché des capitaux et un financement de croissance externe.

Pour **Jacquillat** (1994), **Jobard** (1996), **Grinblatt** et **Titman** (1998), l'actualité consacrée à l'entreprise candidate à l'introduction en bourse aura pour effet de lui conférer un important standing, d'accroître sa notoriété, renforcer son image et son pouvoir de négociation auprès de ses partenaires d'affaires. **Chemmanur** et **Yan** (2004) ont montré que le marketing de l'introduction en Bourse constitue l'un des leviers d'une stratégie globale de divulgation d'informations sur la qualité des produits et sur la valeur de l'entreprise. Des études empiriques montrent que l'opération d'introduction pourrait signaler la bonne qualité des produits de l'entreprise (**Stoughton, Wong** et **Zechner**, 2001), voire augmenter considérablement les visites des sites web des entreprises (**Demers** et **Lewellen**, 2003) et même susciter un plus grand intérêt de la presse (**Reese**, 2003).

L'introduction en bourse ne présente pas seulement des effets bénéfiques pour l'entreprise. Les actionnaires d'origine profitent en effet de l'introduction en bourse pour assurer la liquidité de leur patrimoine, la pérennisation de leur entreprise et la possibilité de réaliser des plus-values.

Une fois l'entreprise cotée, il est plus facile pour des actionnaires de se désengager de toute ou d'une partie de leur propriété, sans recherche formelle de nouveaux acquéreurs, ni formalités administratives et juridiques contraignantes (**Grinblatt** et **Titman**, 1998). Comme l'avait précisé **Zingales** (1995), en plus d'obtenir un prix supérieur, les actionnaires cédants font l'économie d'une négociation avec un éventuel acheteur de gré à gré. L'introduction en bourse constitue dans ce sens une sortie privilégiée pour les capital-risqueurs. De plus, ils pourraient bien profiter des périodes haussières pour tirer profit de leurs cessions de titres.

Pour **Grinblatt** et **Titman** (1998), les propriétaires initiaux obtiennent par l'entrée au marché boursier une diversification de leur risque d'entreprise, qu'ils ne seront plus seuls à supporter. En rendant l'entreprise ouverte, les entrepreneurs initiaux, même s'ils diluent leurs pouvoirs, permettent à l'entreprise de rester pérenne, même en cas de problèmes de succession au sujet d'un des propriétaires (**Jacquillat**, 1994 ; et **Jobard**, 1996).

La présence en bourse ne va pas sans son lot de contraintes. C'est en effet une phase très importante dans le cycle de vie d'une entreprise, une étape qui engendre une restructuration juridique et organisationnelle afin de se conformer à certaines dispositions du marché d'une part, mais surtout pour affronter les exigences de sa vie boursière. Des entreprises pourraient ainsi modifier leur capital, l'ouvrir ou encore changer de forme juridique. Certaines clauses statutaires se verraient révisées ou abrogées (**Pilverdie** ; **Latreyte**, 1997).

La marche vers la cotation ne se fait généralement pas sans heurts. Outre les autorités de marché qu'il faut convaincre, l'entreprise candidate à la cote, lors de son appel public à l'épargne, doit surtout convaincre les investisseurs quant à la rentabilité et les risques liés à ses titres, sans quoi leur faible souscription pourrait hypothéquer les chances de réussite de l'opération d'introduction. D'autres contraintes sont liées à la communication financière accrue à laquelle la nouvelle entreprise ouverte devra s'astreindre pour se conformer aux exigences réglementaires de la présence à la cote, et surtout pour réduire par des divulgations, l'écart entre sa performance boursière et sa performance économique ou organisationnelle.

Depuis la plaidoirie de **McKinnon** et **Shaw** (1973) en faveur de la libéralisation financière comme politique devant contribuer à accroître les possibilités de diversification des risques par les institutions financières, des auteurs ont utilisé l'approche multifonctionnelle des marchés pour relier les marchés boursiers à l'efficacité des investissements (**Senbet** et **Otchere**, 2005 ; **Blair**, 2000 ; **Irving**, 2000 ; **Levine** et **Zervos**, 1996 ; **Demirgüç-Kunt** et **Maksimovic**, 1996 ; **Obstfeld**, 1994 ; **Stiglitz**, 1985). Selon ces auteurs, les marchés boursiers facilitent d'abord la découverte des prix, lesquels revêtent un contenu informationnel et transmettent des signaux à différents titulaires de titres sur le marché. Ce qui facilite la prise de décision, permettant l'affectation des ressources et leur utilisation optimale. Ensuite, les marchés boursiers promeuvent une gouvernance efficiente et des mécanismes de contrôle en exerçant des pressions et en instituant de la discipline dans leur fonctionnement. Dans un environnement d'incertitude, les parties au contrat ne peuvent pas facilement observer ou se contrôler les unes les autres, et les mécanismes de contrôle sont coûteux. Les marchés boursiers fournissent alors des mécanismes de contrôle conduisant à un comportement optimal de gestion et partant, mettent de la pression sur la direction en vue de la prise de mesures correctives.

D'autres auteurs sont cependant en désaccord avec ces arguments, soutenant qu'en raison de la dispersion de l'actionnariat, les investisseurs individuels sont relativement réduits dans leur pouvoir et

ils n'ont ni la capacité, ni l'incitation d'acquérir les informations nécessaires pour réaliser une allocation efficace de leurs ressources (Stiglitz, 1985, 2000 ; Singh, 1993, 1997). En outre, alors que les marchés boursiers peuvent faciliter la collecte d'informations sur les possibilités d'investissement, ils peuvent aussi rendre ces informations accessibles à tous les participants au marché. Cela crée le problème d'une zone de libre cours qui pourrait décourager les investisseurs de dépenser des ressources pour recueillir de l'information (Stiglitz, 1985). Ainsi, selon ces auteurs, les liens positifs entre les marchés boursiers et l'efficacité des investissements par le biais d'avantages informationnels peuvent ne pas s'avérer.

Érigés comme le symbole de la finance directe, les marchés financiers ont pour vocation première de mettre en rapport les agents à capacité de financement avec ceux qui éprouvent des besoins de financement. C'est donc tout naturellement que des entreprises se tournent vers les marchés pour lever des fonds, afin de financer leurs investissements et soutenir la croissance. Pagano, Panetta et Zingales (1998) l'illustrent assez bien dans le cadre d'une étude réalisée sur le marché italien, où le recours au marché financier permettrait non seulement d'accroître la capacité d'endettement de l'entreprise, mais aussi son pouvoir de négociation à l'égard des établissements bancaires.

Le marché financier fait l'objet de multiple vocabulaire. Avant de nous atteler à l'étude des outils qui sont d'usage sur le Forex, il convient de donner l'intérêt du marché de change, ainsi que le vocabulaire utilisé dans le monde de la bourse.

i. Types de trading

Il existe différentes manières d'aborder le trading, notamment en fonction des différents horizons de temps. Par ailleurs, le temps que l'on accorde au trading conditionne en grande partie le type de trader que l'on représente. Ces types de trading sont :

i. Scalping

Le scalping consiste à spéculer sur de petites variations des cours des devises, généralement de 3 à 10 Pips, parfois 20 ou 30 quand la volatilité est très forte. Les « scalpeurs » ne prennent pas en compte l'analyse fondamentale, mais peuvent prendre des positions consécutives à des réactions violentes des devises face à des publications de statistiques ou à des déclarations influentes.

La stratégie du scalpeur se base donc essentiellement sur l'analyse technique du Forex, généralement sur des graphiques de 1 à 5 minutes. Le nombre d'ordres passés dans la journée est très élevé, et l'effet de levier important, pour que les objectifs réduits en terme de Pips débouchent sur des gains en capital importants.

Le scalping est considéré comme le type de trading le plus risqué sur le marché des devises, et demande beaucoup de réactivité et d'attention pour couper les pertes rapidement, et est par conséquent

plutôt réservé aux traders expérimentés. Le suivi intense et de chaque instant que demande le scalping nécessite d'avoir les yeux rivés sur l'écran tout au long des prises de position, ce qui peut se révéler très stressant. Toutefois, cette technique peut être adaptée à ceux qui veulent trader quelques heures par jour, et terminer leur séance de trading sans positions ouvertes.

ii. Day trading

Le day trading consiste à conserver ses positions de 15 minutes à 1 journée, parfois 2 jours. Les day traders se basent eux aussi essentiellement sur l'analyse technique, mais prennent en compte l'analyse fondamentale et l'actualité dans leurs décisions.

Les day traders étudient des graphiques de 15M à 4H, et leurs objectifs de gains tournent autour de 50 Pips en général. Les day traders sont moins obligés de suivre intensément leurs positions que les scalpeurs, et utilisent généralement des stops et des limites, ce qui leur permet de passer leurs ordres, puis de passer à autre chose, en laissant la sortie de positions être dictée par les stops et les limites. C'est le type de trading le plus répandu parmi les traders indépendants, et le plus conseillé pour les débutants.

iii. Trading de position ou swing trading

Dans le trading de position, on cherche à conserver les positions de plusieurs jours à quelques semaines. Si l'analyse technique intervient comme toujours dans le processus de décision, le trader de position accorde une grande importance à l'analyse fondamentale, à l'actualité et à la psychologie de marché, ainsi qu'à « l'ambiance du moment ».

Les graphiques étudiés sont généralement des graphiques journaliers, bien que des graphiques horaires puissent être utilisés pour parfaire les entrées en position, et les graphiques hebdomadaires pour prendre du recul sur la tendance de fond. Les objectifs de gains sont ici très élevés, et se comptent en centaines de Pips.

Ce type de trading est à déconseiller aux débutants. Tout d'abord, il peut être difficile de bien appréhender le contexte fondamental et la psychologie des investisseurs quand on n'a pas d'expérience. Ensuite, le peu de positions qu'implique ce type de trading induit une acquisition de l'expérience plus lente.

Chapitre 2 : Cadre méthodologique

I. Cadre de l'étude

Cette étude a été réalisée au Sénégal est un pays situé à l'extrême Ouest du continent africain avec une superficie de 196 722 km² et une population estimée à 15 millions en 2018. Le Sénégal dispose d'une façade maritime de 500 km et est limité par quatre pays : la Mauritanie au Nord, le Mali à l'Est, la Guinée et la Guinée Bissau au Sud la Gambie un territoire enclavé.

Le climat du Sénégal se caractérise par l'alternance d'une saison sèche allant de novembre à mi-juin et d'une saison des pluies de mi-juin à octobre.

La zone de l'étude principalement la région de Dakar, capitale économique du Sénégal où l'essentiel des activités est concentré. Le marché du pétrole et le marché financier constitue le champ de prédilection de l'étude.

II. Délimitation du champ de l'étude

Toute étude scientifique doit être située dans le temps et dans l'espace. Ainsi notre travail porte sur le trading, ses opportunités et challenge face à un marché où démarre l'exploitation du pétrole.

Le pétrole constitue la principale source d'énergie de l'économie mondiale, d'où le fait que cette matière première soit fortement recherchée par les traders. Ce combustible fossile d'origine naturelle peut être dérivé en de nombreux produits, comme par exemple l'essence, le diesel, les lubrifiants, la cire et d'autres produits pétrochimiques. Sa demande est élevée, les volumes échangés sont importants et il est extrêmement liquide sur les marchés financiers, impliquant des spreads serrés, des figures chartistes claires et une volatilité élevée.

Le baril de pétrole Brent constitue la référence mondiale du pétrole. Près des deux tiers des contrats sur le pétrole portent sur le pétrole Brent. Le baril de pétrole WTI est quant à lui le pétrole de référence pour l'Amérique du Nord, légèrement plus doux et plus léger que le Brent.

Tout comme pour les actions, sur les places boursières du monde entier, il existe des places pour les transactions du pétrole brut et des produits pétroliers : Singapour, Houston, Côtes Ouest (des USA), Caraïbes, Tokyo, Golfe Persique, Rotterdam. Mais les deux plus grandes places pour ces transactions se trouvent, l'une à New York et l'autre à Londres.

A New York, c'est le NYMEX (New York Mercantile EXchange), et à Londres c'est ICE (Intercontinental Exchange). Les transactions se chiffrent par milliards ou par dizaines de milliards de dollars américains par jour.

C'est pour cette raison que, très souvent, les compagnies pétrolières ont un "Service Trading" qui se présente comme une salle de marché pour la bourse. Dans ce service, un certain nombre de "traders"

travaillent (si la compagnie est implantée en Europe) tôt le matin avec les marchés asiatiques, dans la journée avec les marchés européens, et tard le soir avec les marchés américains.

Notre étude porte ainsi sur le trading dans le pétrole.

III. Techniques d'investigation

Les instruments de collecte de données sont très variés : Entrevue, questionnaire, observation documentaire, observation directe, etc. Les techniques dépendent évidemment de la nature des objectifs.

Pour cerner bien ce travail, nous avons utilisé les techniques et méthodes suivantes :

La méthode qualitative déductive : qui nous a permis de décrire les challenges et opportunités de la découverte du pétrole pour les traders au Sénégal.

La technique documentaire : grâce à laquelle nous avons consulté des documents, ouvrage, notes de cours, des travaux de fin de cycle.... Afin de rédiger la partie théorique de cette étude.

La technique d'interview : celle qui nous a permis de compléter nos informations par des entrevues avec les responsables de la SAR.

L'observation également nous a permis de réaliser de faire des constats sur les questions intéressantes relatives aux hydrocarbures.

IV. Difficultés rencontrées

Concernant cette partie, il a été constaté que la Société Africaine de Raffinage (SAR) rencontre d'énormes problèmes pouvant survenir avec ses produits à savoir :

- Manque d'investissement et d'une mauvaise gestion des ressources
- Problèmes au niveau de la gouvernance
- Vétusté des installations et des pipelines
- Production Faible
- Faiblesse des capacités de stockage et des pressions de pompage

Deuxième partie : Cadre analytique de l'étude

Chapitre 1 : Présentation et analyse des résultats

I. Etat des lieux du trader du pétrole en Afrique

Ils ont su se faire une place dans un secteur traditionnellement dominé par les géants internationaux. Portraits de golden boys souvent très bien connectés.

Ils sont au cœur de l'industrie pétrolière. Ils animent les marchés, font le lien entre les producteurs de brut, les raffineurs et les distributeurs de produits raffinés. Ce sont les négociants. Avec près de 9 millions de barils de brut produits chaque jour et un déficit en carburants (essence, pétrole, kérosène) qui atteindra 2,5 millions de barils quotidiens dans les dix prochaines années, l'Afrique est leur continent de prédilection. Notamment pour les produits raffinés : « Les marges y sont plus élevées, la croissance de la demande est forte – de 5 % à 10 % par an – et la capacité de raffinage décline », énumère le trader ivoirien Charles Thiemele, qui monte actuellement le bureau Afrique de la société de négoce AOT Trading, basée à Zoug, en Suisse.

1. Une poignée existante

Depuis des décennies, les géants internationaux du secteur, Glencore, Trafigura, Vitol, Mercuria et Oryx Energies, pilotés et détenus par des Européens, occupent une position dominante sur le continent. Et, même confrontés à la chute du prix du brut depuis l'année dernière, ces mastodontes conservent de hauts niveaux de rentabilité grâce aux marges confortables qu'ils prélèvent. Toutefois, au cours des dix dernières années, une poignée de sociétés fondées par des professionnels africains sont parvenues à percer. Et ont installé, pour la plupart, des bureaux à Genève, un lieu incontournable du trading pétrolier africain pour ses banques, son multilinguisme et sa discrétion.

2. Le manque de confiance des états occidentaux

« Les premiers groupes sont venus du Nigeria. Les plus performants, Sahara Group, Oando et Taleveras, actifs dans la production ou la distribution dans leur pays et soutenus par Abuja, ont implanté en Suisse des bureaux de négoce », raconte le Sénégalais Mohamed Ndao, ancien employé de Total et d'Oryx, aujourd'hui à la fois trader chez Mezcors et à la tête d'Okapi, une petite société active en RD Congo.

« Désormais, Sahara Group se positionne de plus en plus face à nous sur les grands appels d'offres, pas uniquement en Afrique de l'Ouest, mais également dans l'Est, sur des contrats d'approvisionnement de produits raffinés, en Tanzanie notamment », observe, admiratif, un autre Sénégalais, Moussa Diao, responsable du bureau Afrique occidentale chez Oryx Energies, fondé par le tycoon égypto-suisse Jean-Claude Gandur.

3. La proximité

Des sociétés de trading plus petites ont également émergé en Afrique francophone, spécialisées dans l'approvisionnement ou l'export de produits raffinés vers un seul pays. Et souvent connectées aux milieux politiques. L'affaire Philia, du nom d'une société fondée à Genève en 2012 par le Gabonais Jean-Philippe Amvame, qui a récemment défrayé la chronique, en est un exemple : un rapport de l'ONG suisse La Déclaration de Berne publié en mars 2015 dénonçait les conditions avantageuses du contrat d'exportation que cette entreprise avait conclu avec les raffineries du Congo. Du fait, selon l'organisation, de ses relations avec Denis Christel Sassou Nguesso, le fils du président. Des accusations réfutées par Philia, qui affirme avoir gagné un appel d'offres en bonne et due forme, sans toutefois en apporter la preuve.

Cet épisode rappelle les débuts du Béninois Samuel Dossou-Aworet, personnage controversé en raison de sa proximité avec feu le président gabonais Omar Bongo Ondimba, dont il était le conseiller énergie. Considéré comme le « doyen » des traders subsahariens, il a monté dans les années 1990 à Genève le premier bureau de trading piloté par un Africain francophone, pour le compte de sa société, Petrolin. Mais d'après ses confrères africains, son modèle n'est plus aujourd'hui celui à suivre.

Le secteur est devenu tellement technique, avec des instruments de couverture du risque extrêmement complexes, que des bonnes relations avec le monde politique ne suffisent plus. Pour tenir, il faut du volume au-delà de 1 million de tonnes de produits pétroliers par jour. « Et le soutien de grandes banques disposant d'une expertise en la matière, en Suisse et à Londres », estime Moussa Diao, d'Oryx Energies.

Au Nigeria, United Bank for Africa (UBA), First Bank of Nigeria, Ecobank, Zenith Bank ou encore Diamond Bank ont progressé dans les services qu'elles offrent aux traders, même si ceux-ci sont encore plus coûteux qu'en Europe.

4. Les acteurs les plus dynamiques

« Un certain nombre de professionnels africains se sont formés aux différents métiers du trading, principalement chez Total et chez Oryx Energies, les deux principales écuries pour l'Afrique francophone », note Mohamed Ndao.

« Mais seuls quelques rares entrepreneurs ont sauté le pas et fondé leur propre société, comme Ibrahim Fondio, un ancien de Vitol, qui dirige La Chorale, basée à Abidjan », observe l'Ivoirien Charles Thiemele. Autre exemple à suivre, selon Mohamed Ndao : la Société africaine de recherche pétrolière et de distribution (SARPD Oil), fondée par l'ambitieux Congolais Claude Wilfried Etoke, installé à Rabat. Celle-ci assure l'approvisionnement de 60 % du marché congolais du carburant et a implanté récemment un bureau de trading à Genève pour se diversifier tant sur le plan géographique que sur celui des produits.

« Pour que des groupes de négoce pétrolier originaires d'Afrique francophone suivent le même chemin que leurs concurrents nigériens, qui commencent aujourd'hui à compter dans le milieu, il leur faudrait un soutien fort de leurs gouvernements, notamment pour qu'ils disposent d'un accès privilégié au pétrole brut ou aux contrats pour les produits raffinés, estime Charles Thiemele. Or les États francophones préfèrent pour le moment traiter avec les géants comme Glencore, Vitol et Trafigura plutôt que d'appuyer des traders de leurs pays compétents et ayant fait leurs armes. »

Le négociant ivoirien avoue avoir mis en veille les activités de sa propre société, Damalex, fondée en 2007, pour rejoindre AOT Trading, faute d'avoir réussi à se faire une place face aux géants suisses ou britanniques. Mais pour les spécialistes du secteur, les talentueux traders originaires du continent constituent aujourd'hui un véritable vivier, et le développement de groupes africains n'est plus qu'une question de temps.

a. « Willy » Etoke – L'incontournable

À 46 ans, Claude Wilfried Etoke compte parmi les traders pétroliers africains les plus actifs. Fils d'un fonctionnaire du Congo, « Willy », comme l'appellent ses proches, débute dans le secteur du négoce au milieu des années 1990 en important des pneus via sa société Delta Marine. Puis en 2004, il se lance dans le commerce des produits pétroliers avec la création de la Société africaine de recherche pétrolière et de distribution (SARPD Oil).

Active dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne francophone, sa société dispose de deux bureaux : l'un à Genève, où sont réalisées les opérations de trading, pilotées par le Marocain Farouk Belhadj, et l'autre à Rabat, où sont basées les équipes commerciales et marketing. C'est d'ailleurs dans

la capitale du royaume chérifien que l'homme d'affaires a choisi, dès 2008, de vivre avec sa femme et ses huit enfants, dans une belle villa. « Pour assister à des réunions à Paris, à Londres ou à Genève, je n'ai que deux à trois heures de vol. Je peux ainsi traiter mes affaires et revenir dans la journée », confie-t-il. Cette situation lui permet également de diversifier géographiquement ses activités, au-delà du Congo. « Si le régime des changes était totalement libre au Maroc, je fermerais le bureau de Genève et déplacerais toutes mes activités dans ce pays », affirme-t-il. SARDP Oil, dont Willy Etoka est le PDG et l'actionnaire unique, s'est développé progressivement.

« Mon premier contrat avec l'État congolais portait sur une livraison de 500 tonnes de produits raffinés. C'était en février 2004. Cette quantité ne couvrait même pas les besoins du pays pour deux jours. Je suis passé ensuite à une semaine de consommation nationale, puis à vingt jours... Aujourd'hui, ma société détient 60 % de part de marché du pétrole raffiné importé au Congo », indique-t-il, pas peu fier. Le chiffre d'affaires annuel de SARPD Oil s'élève à 1 milliard de dollars (environ 930 millions d'euros) pour un bénéfice net de 50 millions de dollars. Une prouesse rendue possible grâce aux lignes de financement ouvertes d'abord par des banques africaines comme le groupe gabonais BGFI, puis par des établissements internationaux comme les français BNP et Société générale ou encore le néerlandais ING.

Pour ses détracteurs, la réussite fulgurante de Willy Etoka, agronome formé à Brazzaville, s'explique avant tout par « ses liens étroits » avec le président congolais Denis Sassou Nguesso et son fils Denis Christel. Une accusation que l'intéressé nie en bloc. « J'ai des liens d'amitié avec la famille Nguesso, c'est certain. Mais aucune relation d'affaires. J'ai démarré mon commerce sous Pascal Lissouba. Quand le président actuel est revenu au pouvoir, on a simplement poursuivi notre développement », assure-t-il. Présentant déjà sa société comme le cinquième trader pétrolier de l'Afrique francophone après Vitol, Glencore, Trafigura et Mercuria, Willy Etoka a pour ambition de devenir leader du secteur d'ici à 2025.

b. Tonye Cole, Tope Shonubi et Ade Odunsi – Les pionniers

Pour les professionnels africains, Sahara Group est l'exemple à suivre en matière de négoce.

« Cette société fondée à Lagos en 1996 par le trio Tonye Cole [l'architecte], Tope Sonubi [le gestionnaire] et Ade Odunsi [le comptable] est aujourd'hui devenu « un poids moyen » du secteur, juste derrière les grands comme Glencore, Trafigura et Vitol », estime l'Ivoirien Charles Thiemele, qui en a été membre.

Avec un bureau installé à Genève dès 1998, le groupe s'est d'abord spécialisé sur le seul négoce – de brut et de produits raffinés. Et il est sorti plus vite du Nigeria que ses principaux concurrents locaux, Taleveras et Oando, en implantant des bureaux de commercialisation de produits raffinés au Ghana puis en Côte d'Ivoire et en Angola. Son bureau suisse est aujourd'hui piloté par Yomi Benson, formé à

l'Imperial College de Londres, une figure dans le milieu, qui passe son temps à voyager pour faire avancer les « deals ».

Il peut s'appuyer sur des bureaux à Dubaï ainsi qu'à Singapour pour être au plus près de ses nouveaux clients. Si Sahara Group (8,8 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2012) développe toujours ses activités de négoce pétrolier, il se diversifie aussi dans le secteur porteur de la production et de la distribution d'électricité au Nigeria.

c. Ibrahim Fondio – Le nouveau venu

Ingénieur formé à l'Institut français du pétrole, Ibrahim Fondio s'est vite intéressé au négoce.

« C'est là, à la croisée des besoins des différents acteurs – raffineries, distributeurs et négociants – que je me sens le plus à l'aise, explique ce trader ivoirien. Auparavant, j'ai eu l'occasion d'être membre de chacune de ces parties prenantes du secteur pétrolier, j'arrive donc à me mettre à leur place et à négocier des deals. »

Passé par la Société ivoirienne de raffinage (SIR) puis par le fournisseur de services Schlumberger, il a fait ses classes de trader chez le géant Vitol, où il a pris en charge le développement commercial de la région Afrique de l'Ouest.

À 40 ans, Ibrahim Fondio est aujourd'hui son propre patron, à la tête de La Chorale, fondée en 2012 à Abidjan avec ses associés, Emmanuel Forson, ex-membre de la Banque africaine de développement, et le financier Hervé Ndobu. Et il se présente comme un trader « complet ». « Je travaille aussi bien avec la Côte d'Ivoire, où j'ai des clients tels que la SIR, qu'avec l'Afrique du Sud et le distributeur Engen. Nous nous positionnons tant sur la commercialisation de brut – nous en avons écoulé 360 000 barils en 2014 – que sur les produits raffinés – 50 000 tonnes », explique-t-il.

Prochaine étape pour La Chorale, qui affiche 80 millions de dollars (environ 75 millions d'euros) de chiffre d'affaires : l'implantation mi-2015 d'un bureau de trading à Dubaï, où il existe selon lui des opportunités de financement à moindre coût auprès des banques du Golfe.

d. Lucien Ebata – Le touche-à-tout

Avocat de formation passé par Cuba et le Canada, le Congolais Lucien Ebata, 46 ans, a fondé Orion Oil en 2004, une société de négoce implantée à Brazzaville, Kinshasa et Genève. D'abord actif dans l'importation de produits raffinés à Brazzaville via la RD Congo, il s'est lancé en 2013 dans la vente de cargaisons de brut négocié auprès de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), en association avec Ecobank Capital, qui lui a fourni un préfinancement de 500 millions de dollars (367 millions d'euros).

Très proche des cercles du pouvoir à Brazzaville, et en particulier de Denis Gokana, président du conseil d'administration de la SNPC et « Monsieur Pétrole » du président Sassou Nguesso, Lucien Ebata reste concentré sur son pays d'origine, à la différence de son compatriote « Willy » Etoke, davantage tourné vers l'international. « Il est très intelligent, il connaît toutes les ficelles du métier de trader, mais il a du mal à structurer ses activités et à déléguer », note un professionnel qui l'a côtoyé. Les traders interrogés à Genève avouent d'ailleurs ne pas connaître les membres du petit bureau qu'il a implanté au bord du lac Léman pour développer ses affaires.

Et la RD Congo, où il a connu quelques déboires avec l'administration fiscale, est pour lui plus un pays de transit qu'une zone de commercialisation. Orion Oil annonce vendre chaque mois 5 millions de barils et 100 000 tonnes de produits raffinés, pour un chiffre d'affaires annuel tournant autour de 1,1 milliard de dollars (1 milliard d'euros). À côté du négoce, le Congolais touche-à-tout a par ailleurs lancé la version du magazine américain Forbes pour l'Afrique francophone.

e. Abdoulaye Diao – L'importateur en chef

Cet ingénieur des pétroles a fait du chemin depuis son passage au ministère sénégalais de l'Énergie, dans les années 1970. Cofondateur à Dakar en 1987 de l'International Trading Oil and Commodities (Itoc), dont il est le président, Abdoulaye « Baba » Diao est considéré comme l'une des plus grosses fortunes de son pays. Avec un chiffre d'affaires de plus de 323 millions de dollars (244 millions d'euros) en 2012, sa société de négoce de pétrole brut et de produits raffinés est l'un des principaux fournisseurs de la Société africaine de raffinage (SAR) et de la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec). Abdoulaye a eu des démêlés avec le pouvoir.

En 2011, un bras de fer avec Karim Wade, le ministre de l'Énergie, a conduit le patron d'Itoc à bloquer pendant plusieurs semaines un tanker chargé de 33 000 tonnes de fuel destinées à la Senelec pour cause de défaut de paiement d'une précédente livraison. Et l'année suivante, au lendemain de sa défaite électorale, l'ex-président Abdoulaye Wade a pris pour prétexte la présence dans l'actionnariat d'Itoc de son opposant, Moustapha Niasse (qui allait devenir président de l'Assemblée nationale), pour accuser l'entreprise du détournement d'une cargaison de pétrole nigérian destinée au Sénégal. Ce qu'Abdoulaye Diao a sèchement démenti. Depuis 2012, cet homme d'affaires discret a normalisé ses relations avec les autorités. Il a été nommé conseiller spécial chargé de l'énergie par Macky Sall, lui-même ancien directeur général de la Société des pétroles du Sénégal (Petrosen).

f. Samuel Dossou-Aworet – Le doyen

C'est le président Omar Bongo Ondimba qui a lancé la carrière de cet ingénieur béninois devenu gabonais. En 1977, il le propulse à la tête de la Direction générale des hydrocarbures, à Libreville. Fort de cette position, il est l'un des premiers Africains à évoluer dans l'univers du négoce pétrolier,

monopolisé par les grandes maisons suisses. Il se lance d'ailleurs à son compte et fonde en 1992 la société Petrolin, active dans la revente de la part étatique de la production de brut gabonais.

Parallèlement, il reste le conseiller spécial d'Omar Bongo Ondimba sur les questions pétrolières. Un mélange des genres critiqué, mais il n'en a cure. Évincé du négoce gabonais par le géant Vitol au début des années 2000, Samuel Dossou-Aworet est désormais davantage consultant et investisseur que négociant. À 71 ans, le doyen africain du secteur conseille les gouvernements mauritanien, gabonais, équato-guinéen et sénégalais, ainsi que des compagnies pétrolières. Petrolin revendique un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de dollars en 2013 (726 millions d'euros), avec une présence dans treize pays africains, et se diversifie dans les domaines de l'exploration pétrolière et minière ainsi que dans les infrastructures.

II. Le pétrole au Sénégal

Le pays compte beaucoup sur le démarrage de l'exploitation de ses ressources pétrolières en 2021. L'économie sénégalaise a commencé à se transformer depuis 2014 avec la mise en place du Plan Sénégal Emergent.

De la terre ocre, beaucoup de poussière, des parcelles de trottoirs non finalisées... En plein centre-ville de Dakar, les routes, les trottoirs, les infrastructures sont en pleine construction. Un casque sur la tête, les ouvriers sénégalais s'évertuent à développer la ville sous une chaleur polluée de plus de 25 degrés. La circulation est dense dans la capitale sénégalaise, surtout aux heures de pointe. Des taxis jaunes côtoient des bus pleins à craquer et des calèches transportant toutes sortes d'objets. L'économie sénégalaise est en pleine construction.

1. La manne pétrolière

Si les services représentent désormais 63 % de l'économie, celle-ci est en passe de se transformer grâce aux énergies fossiles. De 2014 à 2016, d'importantes quantités de pétrole et de gaz ont été découvertes au Sénégal et l'exploitation de ces ressources débutera en 2021. Selon Cheikh Ahmed Bamba Diagne, économiste à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Ucad à Dakar, « *tout dépendra de la gestion qui sera mise en place par le gouvernement mais ces rentrées de devises pourraient profondément dynamiser l'économie* ». D'après des simulations effectuées, en 2017, par le ministère de l'Economie, une production moyenne au-delà de 100.000 barils par jour entre 2021 et 2035 devrait entraîner un taux de croissance de 9,4 % par an, pour 52 milliards de dollars de PIB supplémentaires par an.

D'ores et déjà, le président Macky Sall, élu en 2012, a réussi à doubler le rythme de croissance du pays en seulement cinq ans. Il a lancé, en 2014, le Plan Sénégal Emergent (PSE) qui dressait une liste de 27

projets prioritaires pour sortir le Sénégal du sous-développement d'ici à 2035. Depuis le lancement de ce plan, la croissance du Sénégal est passée de 3,5 % en 2013 à 6,8 % en 2017.

a. L'investissement de la Chine

« *La croissance est forte mais elle est portée par les entreprises étrangères. Il faudrait que cette croissance soit guidée par des entreprises du pays* », revendique Cheikh Ahmed Bamba Diagne. Une route a notamment été construite entre Dakar et Tuba par la société chinoise CACB, qui l'a financée et l'exploite. Les entreprises sénégalaises manquent toujours de moyens. « *Pour les grands chantiers, il y a peu d'entreprises locales capables de les mener. Mais cela est en train de changer grâce à la montée en puissance de compétences locales* », explique Abdel Mumin Zampalégré, directeur général de Bank of Africa au Sénégal. Mailler le territoire est un bon moyen pour créer des champions nationaux. « *Il faudrait à présent développer autour de ces routes des zones économiques spéciales, où les entreprises pourraient bénéficier d'avantages fiscaux si elles y investissent. Cela permettrait de désengorger la capitale* », observe Cheikh Ahmed Bamba Diagne.

b. Le crédit difficile d'accès

L'accès au crédit est difficile pour les jeunes PME. « *Je n'ai même pas essayé d'accéder à un crédit bancaire parce que les banques ont peur d'investir dans des entreprises naissantes. C'est très difficile pour nous* », regrette Basile Niane, fondateur en 2014 de Social Net Link, une agence numérique. « *Les banques ont été frileuses pour prêter aux PME mais nous sommes en train de mettre en place un dispositif pour les accompagner et les aider à se structurer* », affirme Abdel Mumin Zampalégré. Le gouvernement a mis en place des mesures allant dans ce sens, à l'instar d'un fonds de garantie des investissements prioritaires (Fongip). Des initiatives saluées par Basile Niane. Ce dernier espère que « *les financements seront attribués aux entreprises qui en ont vraiment besoin et pas de manière arbitraire* ».

c. La découverte du pétrole par Cairn Energy au large du Sénégal

Cairn Energy a annoncé la découverte de pétrole à 100 kilomètres des côtes du Sénégal. C'est une première dans ce pays pour l'entreprise pétrolière britannique et ses partenaires l'américain ConocoPhillips, l'australien FAR et la société pétrolière nationale du Sénégal Petrosen. Dans un communiqué publié ce mardi 07 octobre, l'entreprise pétrolière britannique Cairn Energy a annoncé la découverte de pétrole à 1 427 mètres de profondeur sur le puits FAN-1, situé sur le bloc Sangomar profond (« Sangomar deep ») à 100 kilomètres des côtes sénégalaises. Les premières estimations des réserves de ce puits vont de 250 millions de barils de pétrole (avec une probabilité de 90 %) à 2,5 milliards de barils (avec une probabilité de 10 %), indique la même source. « *La découverte de pétrole dans FAN-1 est un événement important pour le Sénégal et notre co-entreprise* », s'est réjoui Simon Thomson, PDG de Cairn Energy, dont l'entreprise exploite trois blocs d'exploration pétrolière au

Sénégal (Sangomar profond, Sangomar et Rufisque), dont il détient 40 % aux côtés de l'américain ConocoPhillips (35 %), de l'australien FAR (15 %) et de la compagnie nationale pétrolière sénégalaise Petrosen (10 %).

i. Phases suivantes

Dans son communiqué, Cairn Energy rappelle qu'elle ne compte pas pour l'instant procéder à la phase de test du puits pétrolier.

Le groupe britannique annonce toutefois que des travaux d'évaluation supplémentaires seront conduits, à partir des données sismiques récoltées afin de « calibrer le puits » et déterminer l'étendue de la découverte.

ii. Avancée substantielle

Quoi qu'il en soit, explique le patron de Cairn Energy, cette découverte est une avancée « substantielle », en raison du potentiel du puits FAN-1, mais aussi parce qu'elle permet de « mettre sensiblement à niveau » l'évaluation des réserves du bloc « Sangomar Profond ». Le groupe britannique entend d'ailleurs poursuivre, par la suite, l'exploration du puits SEN-1 sur le même bloc pétrolier, mais à une profondeur de 1 100 mètres.

« Cairn a hâte de travailler avec le gouvernement du Sénégal et [ses] partenaires pour réaliser pleinement le potentiel » de ces champs d'exploration qui couvrent une superficie totale de 7 490 kilomètres carrés au large du Sénégal, indique le communiqué du groupe britannique. Cairn, qui opère au Sénégal à travers sa succursale Capricorn Senegal Limited, détient également des intérêts en offshore au Maroc et en Mauritanie.

Au Sénégal, les activités d'exploration-production des hydrocarbures, qui constituent l'amont pétrolier, sont menées sur toute l'étendue du bassin sédimentaire sénégalais. Ce dernier fait partie du vaste Bassin Ouest Africain appelé Bassin MSGBC (Mauritanie – Sénégal – Gambie – Bissau – Conakry).

Le secteur des hydrocarbures est régi par la Loi n°98--05 du 8 janvier 1998 portant Code Pétrolier et son décret d'application (n°98--810 du 6 octobre 1998).



Carte des blocs pétroliers au 31/12/2018

En vertu du Code Pétrolier de 1998, l'État peut « autoriser une ou plusieurs personnes physiques ou morales de son choix, de nationalité sénégalaise ou étrangère, à entreprendre des opérations pétrolières ». De même, « l'État, directement ou par l'intermédiaire d'une société d'État, se réserve le droit de participer à toute ou une partie des opérations pétrolières en s'associant avec les titulaires d'un titre minier d'hydrocarbures ».

Il est à noter qu'une révision du Code Pétrolier est en cours, et le projet de code a été adopté en Conseil des Ministres le 03 Janvier 2019.

2. CADRE INSTITUTIONNEL, LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE

Le Ministère de l'Énergie et du développement des énergies renouvelables met en œuvre la politique d'approvisionnement du pays en hydrocarbures ainsi que celle relative à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux. A ce titre, il a la tutelle sur toutes les activités amont et aval du sous-secteur des hydrocarbures.

La Direction des Hydrocarbures (DH) est l'organe du Ministère en charge de l'élaboration, de l'adoption, de la mise en œuvre et du suivi, des stratégies relatives au secteur des Hydrocarbures Bruts. Elle assure notamment la tenue à jour des données territoriales en termes d'exploration d'hydrocarbures et de mettre en valeur le potentiel pétrolier des bassins sédimentaires sénégalais inexplorés.

La Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) est une société anonyme à participation publique majoritaire (détenue à 99% par l'État ; à 1% par la Société Nationale de Recouvrement), créée en mai 1981. La société est placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables et a pour objet d'être un instrument d'application de la politique pétrolière du Sénégal.

La Lettre de Politique de Développement de l'Énergie (LPDSE) datant d'Octobre 2012, fixe quatre objectifs généraux : i) intensification de la promotion du bassin sédimentaire ; ii) amélioration du cadre législatif et réglementaire ; iii) renforcement des capacités de production ; iv) sécurisation des capacités des conditions de stockage.

L'approvisionnement du marché national en produits pétroliers qui représente le ravitaillement du marché national en pétrole brut et en hydrocarbures raffinés, est régi par la loi n°98-31 du 14 avril 1998 et ses différents décrets d'application. Cet approvisionnement intègre toutes activités relevant du sous-secteur aval des hydrocarbures : l'importation, le raffinage, le transport, le stockage et la distribution desdits produits.

a. LOI N° 98-05 DU 08 janvier 1998 PORTANT CODE PETROLIER

Le bassin sédimentaire sénégalais dispose d'un potentiel en hydrocarbures aujourd'hui prouvé. Les récents travaux et études entrepris, ont permis d'identifier plusieurs prospects en offshore profond et en onshore.

En février 2001, PETROSEN a signé un accord de partage de production avec Fortesa Corporation pour la mise en production du champ de gaz Gadiaga et de continuer l'exploration du bloc Thies. C'est dans ce cadre que Fortesa a mis en production le puits Gadiaga 2 foré en 1996 par PETROSEN. Par la suite, Fortesa a réalisé treize (13) puits d'exploration et de développement de gaz qui rejoignent les six puits préexistants sur le permis.

Les réserves prouvées récupérables (P90) calculées à partir des données de puits, ajoutées aux quantités restantes au niveau du gisement de Gadiaga-2, ont été estimées à près de 357 millions de mètres cubes (Rapport Fekete Associate Inc., juin 2009).

Par ailleurs, à la fin de l'année 2014, Cairn Energy par sa filiale sénégalaise Capricorn Sénégal et ses partenaires de Joint-Venture ont foré deux puits au large des côtes sénégalaises. Du pétrole a été découvert dans les deux puits, ce qui a ouvert un nouveau bassin pétrolier sur la marge continentale de l'Atlantique. Au niveau des blocs de Rufisque et de Sangomar offshore profond (carte ci-dessous), les réserves probables mises en évidence en 2014, sont évaluées à plus d'un milliard de barils de pétrole en plus du gaz naturel.

En Janvier 2016, Kosmos Energy a annoncé « une découverte importante de gaz » au large des côtes sénégalaises. Dans son communiqué, le junior américain indique avoir « découvert 101 mètres de gaz dans deux réservoirs d'excellente qualité » sur le puits Guembeul-1.

Ce forage est situé à 2,7 kilomètres de profondeur, dans la partie sud du permis Ahmeyim (ex-Tortue West) à cheval entre le Sénégal et la Mauritanie.

Kosmos détient une participation de 60 % dans les blocs Saint-Louis Offshore Profond et Cayar Offshore Profond, aux côtés de Timis Corporation Limited (30 %) et de Petrosen (10 %).

En Mai 2016, Kosmos a annoncé une découverte de 1400 milliards de mètres cube de réserves de gaz naturel dans le puits Teranga-1 et 5 puits auxiliaires forés dans le bloc Cayar Offshore Profond, situé à environ 65 kilomètres au nord-ouest de Dakar, et à près de 100 kilomètres au sud de Gueumbeul 1 dans le bloc de St. Louis Offshore Profond.

En 2014, le Sénégal comptait au total 18 blocs attribués dont 10 en offshore et 8 en on shore. Au total 11 compagnies pétrolières opèrent au Sénégal en exploration-production des hydrocarbures.

Sur l'ensemble du bassin sénégalais, seul le champ Gadiaga n°2 situé sur le bloc on shore de Diender était en production en 2014. La production totale de gaz s'élève à 35 163 521 Nm³ en 2014 contre 41 401 755 Nm³ en 2013. L'intégralité de cette production a permis de produire de l'électricité. Sur les 18 autres blocs, onze (11) faisaient l'objet de travaux de recherche.

b. OCTROI ET GESTION DES PERMIS PÉTROLIERS

L'octroi et la gestion des permis et des autorisations sont régis par la loi n° 98-05 portant Code Pétrolier et le décret d'application 98-810.

c. PUBLICATION DES CONTRATS PÉTROLIERS

Le Code Pétrolier de 1998 prévoit dans ses articles 17, 34 que les conventions rattachées aux permis de recherche et les contrats de services sont publiés dans le Journal Officiel. De même la Loi n 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de Transparence dans la Gestion des Finances publiques prévoit dans son article 4.6 que « les contrats entre l'administrations publique et les entreprises, publiques ou privées, notamment les entreprises d'exploitation de ressources naturelles et les entreprises exploitant des concessions de service public, sont clairs et rendus publics. Ces principes valent tant pour la procédure d'attribution du contrat que pour son contenu ».

3. ANALYSE SWOT DU SECTEUR

<p style="text-align: center;">FORCES</p> <ul style="list-style-type: none">- Cadre légal est approprié à la bonne gouvernance et la transparence.<ul style="list-style-type: none">- L'intérêt et la participation accrue des acteurs- Plateforme de dialogue entre l'état, les sociétés privées et la société civile.- Entente bilatéral pour la suivie du déroulement des activités (Sénégal-Mauritanien)	<p style="text-align: center;">FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Déficit de coordination entre services de l'État.<input type="checkbox"/> Manque de système intégré de gestion performant.<input type="checkbox"/> Déficit de connaissances techniques (fiscalité, calcul de partage de revenus etc.)<input type="checkbox"/> Manque de spécialistes dans le secteur
<p style="text-align: center;">OPPORTUNITES</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Les innovations des Normes ITIE 2016.<input type="checkbox"/> L'accompagnement accru du Secrétariat International disposant de ressources humaines et matérielles.<input type="checkbox"/> Accès à plusieurs pays régionaux ou sous régionaux étant conforme à la norme ITIE.<input type="checkbox"/> Bénéfice économique à y tirer.	<p style="text-align: center;">MENACES</p> <ul style="list-style-type: none">- Faible maîtrise du secteur des hydrocarbures.<ul style="list-style-type: none">- Manque d'accès aux données des sociétés pétrolières et de l'Agence de gestion risquant d'entraver la validation de l'ITIE.- Déficit en formation pourrait endommager la fiabilité des données.

Chapitre 2 : Interprétations et recommandations

I. Les fondamentaux du trading sur le pétrole : les éléments influant sur les cours des barils

Pour trader le pétrole, focalisez-vous principalement sur l'offre et la demande. Qu'il s'agisse d'un rapport économique comme un événement, un communiqué de presse ou des tensions au Moyen-Orient, il conviendra de prendre en compte l'impact que cela a sur l'offre et/ou la demande, étant donné que ce sont ces deux facteurs qui influencent les cours.

□ Facteurs en lien avec l'offre :

- ✓ **Les interruptions ou la maintenance** des principales raffineries aux quatre coins du monde, qu'il s'agisse du réseau de pipelines Forties dans la Mer du Nord ou de la raffinerie de Port Arthur au Texas, doivent faire l'objet d'une certaine surveillance du fait de leur effet sur l'offre disponible de pétrole. La guerre au Moyen-Orient soulève des inquiétudes au sujet de l'offre. Par exemple, au commencement de la guerre civile en Libye en 2011, les cours ont grimpé de 25% en quelques mois seulement.
- ✓ Les réductions ou extensions des programmes de production de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) font fluctuer les cours de pétrole. Par exemple, en 2016, lorsque le cartel a officialisé sa volonté de réduire son offre mondiale de 1,9%, le cours du pétrole a bondi de 44\$ à 80\$ le baril Brent.
- ✓ Fournisseurs pétroliers : de la même manière, outre la compréhension de l'importance de l'OPEP, il convient également de savoir quels sont les principaux fournisseurs de pétrole dans le monde.

□ Facteurs en lien avec la demande :

- ✓ **Saisonnalité** : les étés chauds peuvent entraîner une hausse de l'activité, ainsi que de la consommation de pétrole. Lors des hivers froids, les consommations de produits pétroliers augmentent, en raison de la nécessité de réchauffer les lieux d'habitation.
- ✓ **Consommateurs de pétrole** : les plus gros consommateurs de pétrole étaient d'ordinaire les nations développées, à l'image des États-Unis et des pays de l'Union européenne. Néanmoins, la consommation de pétrole a fortement augmenté dans les pays asiatiques ces derniers temps, notamment en Chine et au Japon. Il est ainsi important pour les traders de prêter attention à l'évolution de la demande de ces nations, en plus de leur performance économique. Un recul pourrait bien affecter le cours du pétrole, et la demande pourrait chuter.

II. Les meilleures astuces et stratégies du trader du pétrole

En règle générale, les traders expérimentés sur pétrole suivent une stratégie bien définie. Ils connaissent les principaux facteurs influençant le cours du pétrole et utilisent une stratégie de trading adaptée à leur méthodologie. Chaque stratégie de trading est différente. La gestion du risque constitue une composante importante pour afficher des performances constantes, par exemple l'optimisation de l'effet de levier, et le fait d'éviter les principales erreurs récurrentes en trading.

Une stratégie de trading complète pour spéculer sur les cours de pétrole pourrait par exemple comporter les éléments suivants :

1. Analyse fondamentale
2. Analyse technique
3. Gestion du risque

Dès lors qu'un trader a connaissance des principaux facteurs en lien avec l'offre et la demande qui influencent le cours du pétrole, celui-ci peut chercher des points d'entrée sur le marché grâce à l'analyse technique. De ce fait, lorsque cette analyse permet de générer un signal d'achat ou de vente, le trader peut mettre en œuvre les techniques de gestion du risque appropriées. Prenons un exemple.

Le 30 novembre 2017, l'OPEC et la Russie se sont mis d'accord pour prolonger la réduction de la production de pétrole, ce qui a entraîné une baisse de l'offre. Il s'agit là d'un exemple d'analyse fondamentale qu'un trader pourrait intégrer à sa stratégie afin de repérer les signaux d'achat sur le marché.



L'étape suivante consiste à analyser le graphique à l'aide de l'analyse technique. Il existe de nombreux indicateurs et figures chartistes qu'un trader peut utiliser pour rechercher des signaux d'entrée. Il n'est pas nécessaire d'en utiliser plusieurs, celui/celle que vous comprenez le mieux fera l'affaire.

Sur le graphique ci-dessus, le RSI (Relative Strength index) est l'un des principaux indicateurs techniques utilisés pour rechercher un signal d'achat. Le retour du RSI en zone de survente (cercle vert) constitue un éventuel signal d'achat pour les traders. Du fait de la cohérence de cette analyse

technique avec notre analyse fondamentale, nous pouvons exécuter le trade et placer un stop-loss et un take-profit (seuil de prise de bénéfices) à des niveaux raisonnables.

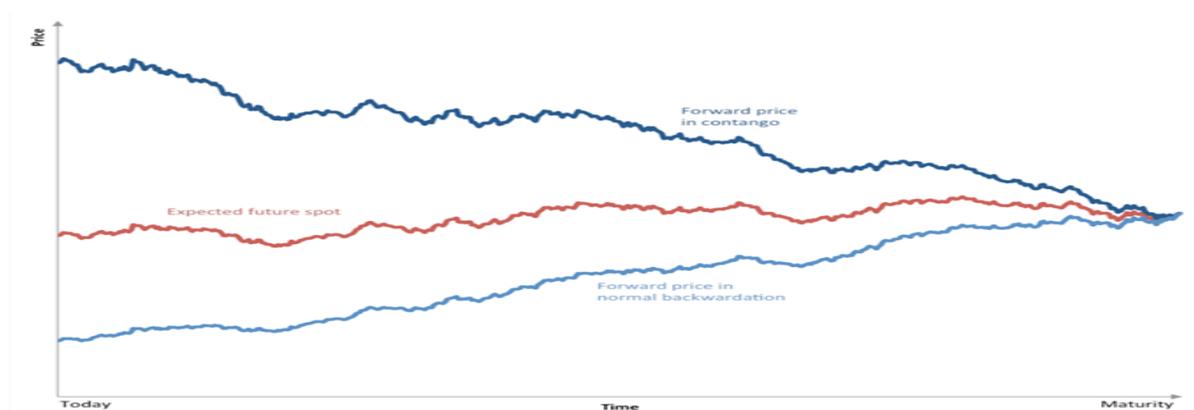
Afin de gérer le risque, les traders peuvent chercher à placer un take-profit au-dessus d'un récent sommet et un stop-loss en dessous d'un creux récemment formé.

Dans cet exemple, le ratio risque/rendement est positif. Nous avons étudié des millions de trades sur plusieurs marchés et avons découvert qu'un ratio risque/rendement positif constituait un élément indispensable pour afficher des performances constantes. De plus, chez DailyFX, nous vous recommandons de ne pas engager plus de 5% de votre capital sur l'ensemble de vos positions ouvertes.

Afin d'améliorer votre trading sur pétrole WTI et de prendre un avantage sur le marché, consultez nos prévisions trimestrielles sur le pétrole.

Les traders expérimentés peuvent utiliser d'autres informations pour trader les cours de pétrole. Il leur arrive d'examiner la courbe des contrats à terme (futures) pour prévoir la demande dans un avenir plus ou moins proche ou les positions spéculatives de la CFTC pour appréhender la dynamique actuelle du marché, ou encore d'utiliser les options pour tirer profit des mouvements volatils anticipés ou pour couvrir leurs positions ouvertes.

- **Courbe des contrats à terme** : la forme de la courbe des contrats à terme est importante pour la spéculation et la couverture sur matières premières. Aussi, lorsque les investisseurs analysent cette courbe, ils cherchent à déterminer une chose : le marché est-il en report (contango) ou en déport (backwardation) ?
- ✓ **Contango** : le marché est en report lorsque le prix des contrats à terme sur une matière première est supérieur au prix spot (au comptant) anticipé. En clair, les investisseurs sont disposés à payer davantage une matière première à un moment ultérieur qu'au cours actuel. C'est typiquement le signe d'une tendance baissière.
- ✓ **Backwardation** : le marché est en déport lorsque le prix spot est supérieur au prix du contrat à terme sur une matière première. C'est typiquement le signe d'une tendance haussière.



Positions spéculatives de la CFTC : le rapport de la Commodity Future Trading Commission (CFTC) constitue un élément important dans le cadre du trading sur les contrats à terme du pétrole WTI et Brent. Ce rapport fournit aux traders des informations relatives à la dynamique du marché et peut par conséquent les aider à déterminer la direction du cours du pétrole. En règle générale, tout changement au niveau des positions nettes monétaires gérées par la CFTC précède une fluctuation des cours de pétrole.

1. Trading via les contrats à terme et les options

Lors de l'achat de contrats à terme et d'options, les traders doivent passer par la Bourse correspondante à l'indice de référence du pétrole sur lequel ils souhaitent trader. La plupart des bourses ont des critères permettant de déterminer qui est autorisé à y trader, ce qui explique la raison pour laquelle la majorité des traders sur les contrats à terme sont entrepris par des professionnels et non des particuliers.

2. Investir dans le pétrole

Au lieu de trader sur le marché dédié aux particuliers, les traders peuvent investir dans le pétrole par l'intermédiaire d'actions dans des compagnies pétrolières ou des fonds négociés en bourse (ETF) appartenant au secteur de l'énergie. Les cours des actions de compagnies pétrolières et des ETF sont fortement influencés par le cours du pétrole et peuvent parfois se révéler plus intéressants.

3. Utilisation des réseaux sociaux pour trader le pétrole WTI

Au fil des années, les réseaux sociaux sont devenus des plateformes de plus en plus utiles pour partager des idées, transmettre des informations et se tenir informer de l'actualité. C'est le cas pour les traders sur le pétrole qui utilisent l'hashtag #OOTT, qui signifie « Organisation of Oil Traders on Twitter ». Les traders et leaders de l'industrie y publient l'actualité et les principaux rapports en lien avec le marché du pétrole.

III. Les principaux rapports que chaque trader sur pétrole devrait consulter

Les mises à jour hebdomadaires du niveau des stocks de pétrole WTI aux États-Unis recèlent des informations revêtant une importance particulière pour les traders sur le pétrole, ce qui entraîne fréquemment un regain de volatilité. Les données sur les stocks constituent un baromètre appréciable de la demande de pétrole. Par exemple, une hausse du niveau des stocks sous-entend un repli de la demande de pétrole, tandis qu'une chute de ce niveau suggère que la demande se renforce face à l'offre.

1. American Petroleum Institute (API) : l'API publie un rapport statistique hebdomadaire qui met en évidence les produits pétroliers les plus importants qui représentent plus de 80% de la production totale des raffineries et inclut également le niveau des stocks de pétrole WTI. En règle générale, ce rapport est publié le mardi à 22h30 (heure de Paris).
2. Ministère américain de l'Énergie (DoE/EIA) : à l'image du rapport de l'API, le rapport du DoE fournit des informations sur l'offre de pétrole et le niveau des stocks de pétrole WTI et de produits raffinés. Ce rapport est publié le mercredi à 16h30 (heure de Paris).

IV. Vérification des hypothèses et Recommandations

1. Vérification des hypothèses

Hypothèses	Vérification
Hypothèse 1 : Créer une structure pouvant fournir à la clientèle industrielle et internationales des produits (carburants, lubrifiants) de qualité répondant à leurs besoins.	PETROSEN TRADING ET SERVICES est l'instrument d'application de la politique pétrolière de L'Etat du Sénégal dans le segment Aval. Elle est un partenaire de choix pour un approvisionnement continu du marché local et l'export. (hypothèse confirmée.)
Hypothèse 2 : Le trading de pétrole et de produits pétroliers est essentiellement un travail de logistique notamment de shipping.	Au Sénégal, la quasi-totalité des besoins en pétrole brut et des produits finis importés est acheminée par voie maritime. Depuis les installations côtières jusqu'aux points de distribution, les carburants et combustibles sont stockés, transportés et livrés pour servir les consommateurs finaux. (hypothèse confirmée.)
Hypothèse 3 : Les traders sur le pétrole utilisent l'hashtag #OOTT pour publier l'actualité et les principaux rapports en lien avec le marché du pétrole.	Au fil des années, les réseaux sociaux sont devenus des plateformes de plus en plus utiles pour partager des idées, transmettre des informations et se tenir informé de l'actualité. C'est un moyen pour les industries d'y publier leurs actualités et les rapports concernant le marché du pétrole. (Hypothèse confirmée.)

2. Recommandations

Le marché sénégalais est encore inexpérimenté pour ce qui concerne le trading du pétrole, qui restera un marché nouveau dès le démarrage de l'exploitation.

S'agissant de l'offre boursière, il y a lieu de noter que celle de la BRVM est vraiment limitée. Il nous est donné de constater que celle-ci n'organise qu'un marché comptant d'actifs financiers. Il n'y est donc pas organisé un marché à terme, ni un marché dérivé (options), encore moins un marché d'actifs physiques (matières premières minières et agricoles) ou d'actifs monétaires (change). On imagine aisément l'intérêt de ces types de marché dans l'intégration régionale et dans l'économie ouest africaine. Outre le fait qu'un marché de matières premières minières et agricoles auraient constitué un lieu d'échange de produits de la sous-région non-inscrits à la côte des bourses des pays développés du Nord comme le phosphate, l'arachide, le mil, l'huile de palme, la banane, etc. alors qu'ils font l'objet d'un commerce très important entre pays du Sud (Afrique, Asie et Amérique Latine), un marché à terme de ces types de produits mettrait fin à la spéculation passive dont sont victimes les agriculteurs et les Etats de la sous-région pour les produits cotés comme le coton et le cacao. Ainsi un agriculteur burkinabé ou l'Etat burkinabé pourrait acheter des options de vente de coton au moment où le cours est favorable ou vendre à terme son coton à une industrie textile de la sous-région ou encore profitant de l'interpénétration des marchés, trouver un acheteur en Afrique du Sud, en Asie ou en Amérique Latine.

Par rapport à la demande de ressources financières, il y a lieu de souligner que la nature des demandeurs est assez particulière en ce sens que, d'une part, les entreprises publiques et les Etats sont ici habitués à des subventions et à des crédits à taux concessionnels (0 à 2%) de la part d'agences de développement et d'organismes régionaux ou internationaux de coopération, et d'autre part, l'écrasante majorité des entreprises privées n'ont ni la taille, ni les moyens de prétendre aux opportunités qu'offre la bourse. En fin de compte, hormis les Etats, la grande majorité des intervenants à la BRVM sont des filiales de multinationales.

Ainsi, une meilleure exploitation des avantages du pétrole, nous recommandons au trader du marché sénégalais :

- ***De choisir le moment de son entrée sur le marché du pétrole*** car les meilleurs investisseurs de la planète, sont tous d'accord sur le fait que les bénéfices sont à l'achat et non à la vente, dès lors investir sur le pétrole peut-être une opération juteuse, car les prix du pétrole sont à des plus bas de 15 ans.

- **De toujours prendre en compte la forte volatilité de l'or noir** puisqu'investir sur le pétrole c'est investir dans un actif fournissant un haut rendement, en effet, les cours du pétrole sont souvent soumis à une forte volatilité.
Qui dit volatilité dite aussi plus grande prise de risque, plusieurs possibilités s'offrent à vous pour acheter de l'or noir, ce qui permet un risque contrôlé. Un investissement à court ou moyen terme suffira déjà à faire une belle opération, bien que vous puissiez aussi opter pour un investissement à long terme.
- **D'Investir sur le pétrole avec un petit budget** : Les options binaires et les CFD, sont des instruments financiers adaptés pour trader le pétrole avec de tout petits budgets. En effet ces instruments financiers révolutionnaires permettent de parier à la hausse ou à la baisse sur les cours de l'or noir avec quelques euros ou FCFA. C'est notamment le cas avec certains **brokers spécialisés sur options binaires qui proposent une ouverture de position pour cinq euros**, tandis que la position maximum peut atteindre 10 000 €. L'avantage d'investir sur le pétrole avec ces produits structurés, notamment les options binaires, c'est qu'elles permettent une excellente gestion du risque, puisque le montant des pertes est connu avant l'achat.
- **D'utiliser des produits dérivés**, également proposés par ces brokers, comme les CFD ou les warrants.

Investir sur le marché pétrolier présente un certain nombre d'avantages, tant pour les investisseurs sur le long terme qui achètent des barils par le biais de produits d'investissement bancaires tels que les OPCVM, mais aussi et surtout pour les spéculateurs à plus court terme qui effectuent des transactions sur les marchés grâce aux CFD proposés par les courtiers en ligne.

En effet, on remarque que l'évolution du pétrole suit une courbe ascendante depuis quelques temps, en grande partie à cause de l'augmentation de la demande asiatique, mais aussi à cause des nombreuses tensions qui animent les pays producteurs et qui menacent régulièrement l'approvisionnement de l'occident.

Le pétrole est devenu un produit d'investissement très recherché car selon les spécialistes, l'offre ne pourra pas indéfiniment satisfaire à la demande croissante. Son prix ne peut donc qu'augmenter. Mais le pétrole a également l'avantage de présenter une très forte volatilité qui permet aux traders en ligne de spéculer grâce aux CFD en misant sur les micromouvements de hausse ou de baisse des cours.

Conclusion

Un bon trading passe nécessairement par la mise en application des outils techniques disponibles à cet effet. Cependant, l'aspect macroéconomique qui est la pierre angulaire de l'information dans le trading

et la maîtrise des relations qui existent entre les cross peuvent biaiser les stratégies adoptées ou entraîner des manques à gagner si toutefois ces indicateurs ne sont pas pris en compte ou mal maîtrisés.

Au terme de notre étude, nous pouvons noter que le Marché Financier, face à la découverte du pétrole, favorise de nouvelles opportunités de financements offerts aux entreprises ; une augmentation des ressources mobilisées par les entreprises ; une réduction des coûts d'intermédiation financière.

Mais ce cadre favorable au développement des entreprises reste perturbé par le manque de volonté politique dans le développement du Marché, le manque de culture boursière des populations, la méconnaissance du Marché Financier de l'UEMOA en elle-même, etc.

Les barrières sont élevées pour les demandeurs de ressources du fait des conditions exigées pour entrer à la BRVM. Le nombre réduit des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) intermédiaires du Marché ne permet pas encore de faire jouer à fond la concurrence entre elles. Dans beaucoup de pays comme le Sénégal, il n'y en a qu'une seule.

Non seulement, les Etats de la sous-région se plient aux diktats des multinationales étrangères mais encore, lorsqu'ils arrivent à un accord, c'est avec des entreprises publiques de l'ex puissance coloniale construisant ainsi un sentiment de recolonisation au sein de la population.

Bibliographie

Ouvrages :

1) Cadoret, C. BENJAMIN et autres : « *économétrie appliquée : méthodes applications- corrigés* », édition De Boeck, Bruxelles, 2004.

2) Davydoff DIDIER : « Les indices boursiers ».

3) Eric DOR : « *économétrie : synthèse de cours & exercices corrigés* », édition Pearson Education, France, 2009.

4) Pérignon C « Marchés Financiers », Edition DUNOD, N°5, Paris 2009.

5) Rainer VON SACHS & Sébastien VAN BELLEGEM : « *Stat 2414 : Séries chronologiques* », Université catholique de Louvain, institut de statistique, 4ème édition, septembre 2005.

6) Régis BOURBONNAIS : « *économétrie : manuel et exercices corrigés* », édition Dunod, Paris, 2005.

7) Régis BOURBONNAIS & Michel TERRAZA : « *Analyse des séries temporelles : application à l'économie et à la gestion (manuel et exercices corrigés)* », édition Dunod, paris, 2004.

8) S. Lardic & V. Mignon : « *Econométrie des séries temporelles macroéconomiques et financières* », Economica, Paris 2002.

9) Vitrac DIDIER : « Tout savoir sur la bourse » 7ème édition, p588.

10) Yadolah Dodge : « *Statistique : dictionnaire encyclopédique* », édition Springer, paris, 2007.

❖ *Rapports et documents :*

11) Arthur Charpentier : « *séries temporelles : théorie et applications* », université Paris Dauphine.

12) Christophe Hurlin : « *économétrie appliquée : séries temporelles* », U. F. R. économie appliquée.

13) Guillaume Chevillon : « *économétrie* », université de Oxford, 2005.

14) Hélène Hamisultane : « *économétrie des séries temporelles* ».

15) Hélène Hamisultane : « *modèle à correction d'erreur et applications* ».

16) Michel Lubrano : « *introduction à la modélisation des séries temporelles univariées* », septembre 2008.

Site web :

- www.comprendre-la-bourse.com
- (fr) source bitumineuse de la Poix, [Archive]. Consulté le 4 octobre.
- (En) Bitunem history.
- L'encyclopédie libre
- www.Fmarkets.com
- Www.Casablanca-bourse.com
- www.dissertationsgratuites.com.
- <https://europeanequities.com/fr/welcome> NYSE-Euronext.
- www.interactive-trader.fr/cac40-définition.
- www.adufinance.fr
- Trader-finance.fr

Table des matières

Introduction	1
Première partie : Cadre théorique et méthodologique.....	3
Chapitre 1 : Cadre théorique.....	4
I. Problématique.....	4
II. Objectifs de l'étude.....	5
1. Objectif général	5
2. Objectifs spécifiques	5
III. Hypothèses de travail	5
IV. Définition des concepts et revue de la littérature	5
1. Le pétrole.....	6
2. Le marché financier	16
3. Approche conceptuelle sur le trading	27
Chapitre 2 : Cadre méthodologique	32
I. Cadre de l'étude.....	32
II. Délimitation du champ de l'étude.....	32
III. Techniques d'investigation.....	33
IV. Difficultés rencontrées.....	33
Deuxième partie : Cadre Pratique et Analytique	34
Chapitre 1 : Cadre Pratique.....	35
I. Etat des lieux des traders du pétrole en Afrique	35
1. Une poignée existante.....	35
2. Le manque de confiance des états occidentaux	35

3.	La proximité	36
4.	Les acteurs les plus dynamiques.....	37
II.	Le pétrole au Sénégal	42
1.	La manne pétrolière	42
2.	CADRE INSTITUTIONNEL, LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE	45
Chapitre 2 : Cadre Analytique.....		48
I.	Les fondamentaux du trading sur le pétrole : les éléments influant sur les cours des barils	48
II.	Les meilleures astuces et stratégies du trader du pétrole	49
1.	Trading via les contrats à terme et les options	51
2.	Investir dans le pétrole.....	51
3.	Utilisation des réseaux sociaux pour trader le pétrole WTI	52
III.	Les principaux rapports que chaque trader sur pétrole devrait consulter	52
IV.	Vérification des hypothèses et Recommandations	54
1.	Vérification des hypothèses.....	54
2.	Recommandations	54
Conclusion.....		56
Bibliographie		57
Table des matières		59